

Diagnostic emploi des Zones d'emploi de Nantes et Saint Nazaire

Observatoire de l'Intérim et du Recrutement



En partenariat avec :

FRC



dirkom
MARKETING & COMMUNICATION EXTERNALISÉS

Plan du rapport

- **Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement des zones d'emploi de Nantes et Saint Nazaire** Page 6
- ● **Dynamique de l'emploi et du chômage** Page 25
- ● ● **Dynamique de l'intérim dans le marché de l'emploi local** Page 35
- ● ● ● **Perspectives de recrutements à 12 mois** Page 51



Préambule

AKTO est le partenaire référent de la branche du travail temporaire en France. Sa mission est de dynamiser l'activité économique et sociale des territoires en sécurisant l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi par le biais d'ingénieries innovantes. Ses publics sont les entreprises et salariés du secteur de l'intérim et les demandeurs d'emploi.

L'Observatoire de l'Intérim et du Recrutement (OIR) est un observatoire qui réalise des études qualitatives et quantitatives touchant à l'emploi intérimaire, aux salariés intérimaires, leurs profils, leurs parcours d'emploi ainsi que des questions touchant à la santé et la sécurité dans la branche du travail temporaire. Centre de ressources pour la branche et ses partenaires, il recense également les données statistiques et textes conventionnels en vigueur dans le secteur.

Le 8 juin 2020, le Ministère du travail et le Haut-commissariat aux compétences ont lancé un appel à projets de soutien aux démarches prospectives emplois/compétences des branches professionnelles, au bénéfice des entreprises et des salariés dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Le comité de sélection a décidé de soutenir le projet porté par AKTO qui confie la mise en œuvre opérationnelle à l'OIR.

AKTO a signé avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion une convention relative à la mise en œuvre de diagnostics actions territoriaux pour la branche du travail temporaire. AKTO a souhaité confier la réalisation du projet à l'OIR, sous couvert d'un comité de pilotage, composé des membres de la CPNE du travail temporaire, de la DGEFP, de l'OIR et d'AKTO.

C'est dans ce cadre que le présent **diagnostic des zones d'emploi de Nantes et de Saint Nazaire** a été réalisé.



Introduction

Le secteur de l'intérim s'inscrit dans une logique d'ajustement des effectifs et de réactivité face à l'évolution de l'activité des entreprises et au caractère instable de celle-ci. A ce titre, le niveau de recours à l'intérim est un indicateur macro-économique important, annonciateur tant de crise en période de récession et que de reprise économique en phase d'embellie, à l'image de la situation observée durant l'année 2020. Mais l'intérim est aussi devenu au fil du temps un outil et une modalité de gestion des ressources humaines à part entière, dans l'industrie en particulier, où toute embauche durable est conditionnée par un passage en intérim dans une logique de mise en situation et de test ; et, plus largement, par la diversification de son offre de services qui dépasse de manière croissante le seul recours à l'intérim.

Ces fonctions jouées par l'intérim nécessitent néanmoins de disposer d'un vivier permanent de profils et de compétences en capacité de répondre aux commandes des entreprises.

Or, indépendamment de la crise qui nous frappe, le secteur de l'intérim est confronté aux tensions structurelles du marché du travail, à l'évolution rapide du travail, des besoins en compétences et aux exigences croissantes des entreprises en la matière. On observe déjà depuis plusieurs années les difficultés que rencontrent les agences d'emploi dans le maintien d'un vivier satisfaisant en termes de quantité et de qualité et les acteurs du secteur font part des difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour renouveler et accroître celui-ci.

Par conséquent, on peut faire l'hypothèse, qu'à l'image des crises précédentes, celle-ci va renforcer les phénomènes de mutations économiques et *a minima* maintenir un haut niveau de tension sur le marché du travail ne facilitant pas l'activité des acteurs du secteur dans un contexte d'accroissement du chômage de longue durée.

Ainsi, on peut mettre en avant 3 grands enjeux visant à maintenir un vivier adapté aux besoins des entreprises tant en quantité qu'en qualité :

- **Une forte exigence en matière de compétences sociales et relationnelles (le savoir-être) souvent privilégiées aux compétences techniques sur les postes peu qualifiées.**
- **Des attendus croissants en matière de compétences douces particulièrement adaptées à l'emploi intérimaire (résolution de problème, gestion du temps, gestion du stress, intelligence émotionnelle, esprit critique, esprit d'équipe, etc.).**
- **Le sourcing et la préparation des publics plus éloignés dans un contexte de développement (désormais ancien) du chômage de longue durée.**

Fort de ce contexte, l'Observatoire de l'Intérim et du recrutement a souhaité réaliser un diagnostic de l'emploi et de l'intérim.



Introduction

Ce diagnostic a été construit comme un outil d'aide à la décision permettant d'entamer un dialogue constructif entre les acteurs de l'intérim tant au niveau national que local et les acteurs territoriaux des zones d'emploi de Nantes et de Saint Nazaire.

L'ambition du document est de proposer une lecture originale et synthétique :

- d'une part, des grandes modalités de fonctionnement socio-économique du territoire afin de qualifier les principaux enjeux territoriaux ;
- et d'autre part, de la dynamique et des caractéristiques de l'emploi et de l'activité intérimaire à l'échelle du territoire afin d'en identifier les principaux enjeux sectoriels.

L'idée est de proposer une vision renouvelée des enjeux du territoire dans un contexte de crise majeure et de les croiser avec ceux de l'intérim de façon à déterminer comment le secteur pourrait être identifié comme un contributeur actif de la relance locale en contribuant par son action à répondre aux enjeux du territoire.

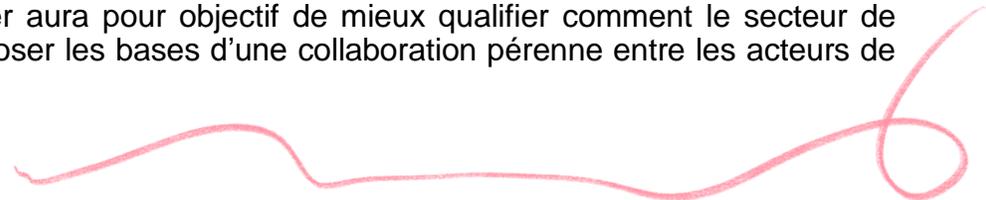
Il s'agit donc ici d'une approche innovante et expérimentale qui cherche à favoriser le déploiement d'une réflexion décentralisée dans les territoires sur le rôle et la fonction clefs de l'intérim dans le fonctionnement des marchés du travail locaux et plus largement dans la dynamique économique des territoires.

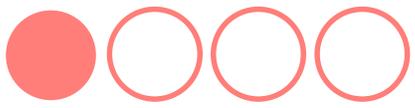
Le diagnostic s'articule autour de 2 volets :

- Un volet analyse de données qui s'appuie sur une multitude de base de données issues tant de la statistique publique (Urssaf, Insee, DGI...) que des acteurs de l'intérim (OIR et Adecco) et qui compose le présent rapport ;
- Un volet entretien : une dizaine d'entretien a été réalisée auprès des acteurs du territoire afin de recueillir une information plus qualitative visant à donner de la chaire à notre analyse quantitative et à qualifier des problématiques que nous ne pourrions pas apprécier avec celle-ci. Une synthèse des entretiens a été réalisée en complément de ce rapport et fait l'objet d'un document spécifique ;

Le présent document constitue la matrice de capitalisation des éléments quantitatifs produits, recueillis et analysés. Très dense et technique, il n'a pas vocation à être diffusé largement. Un document de synthèse, plus communicant, sera réalisé à cet effet.

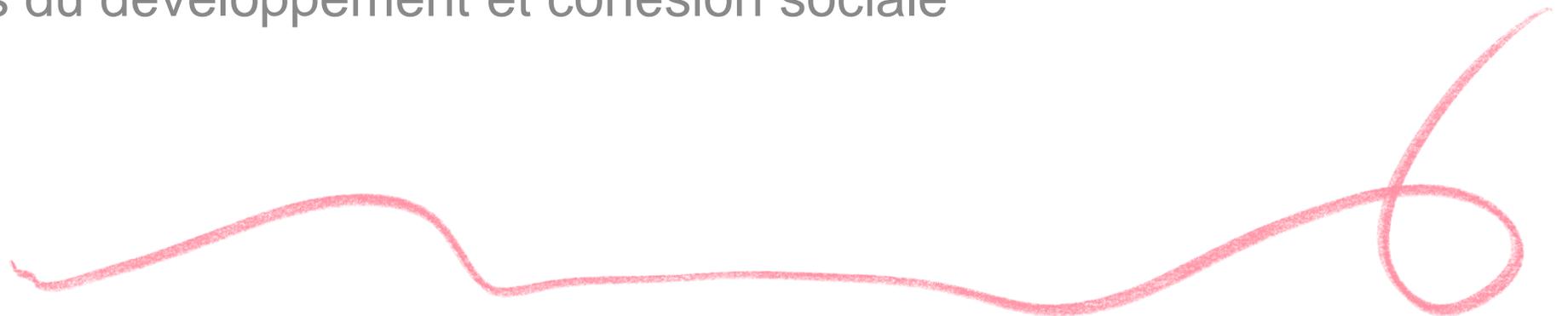
Il servira néanmoins de matériau pour animer un atelier avec les acteurs du territoire. Cet atelier aura pour objectif de mieux qualifier comment le secteur de l'intérim pourra plus encore contribuer à répondre aux enjeux du territoire et à la relance et ainsi poser les bases d'une collaboration pérenne entre les acteurs de l'intérim et les acteurs du territoire.

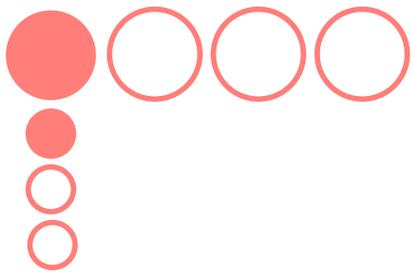




Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement des zones d'emploi de Nantes et Saint Nazaire

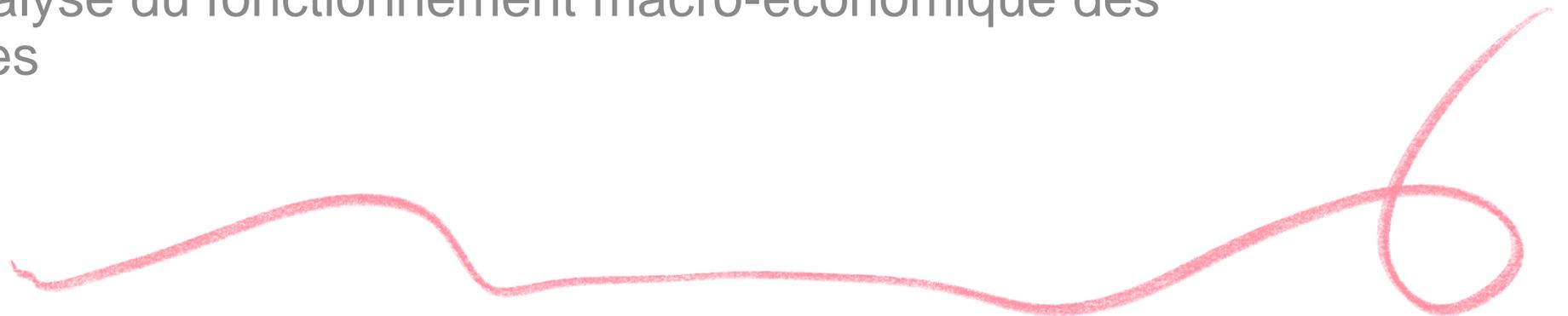
Moteurs du développement et cohésion sociale





Mobiliser une nouvelle grille d'analyse pour mieux saisir le fonctionnement des territoires

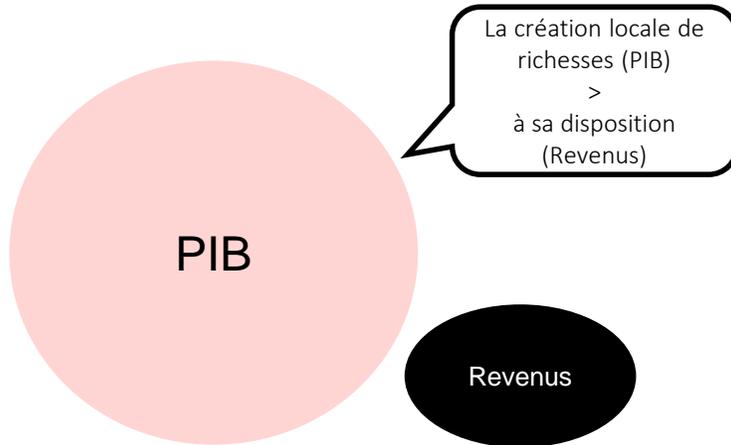
Une analyse du fonctionnement macro-économique des
territoires



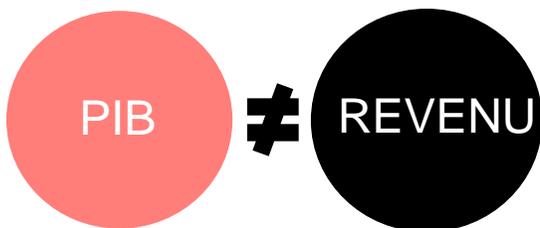
Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Conception standard !



Or au niveau territorial :



Quand croissance ne signifie pas nécessairement développement !

Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies puis dans le prolongement Magali Talandier et Olivier Portier ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire.

La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le Laurent Davezies sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

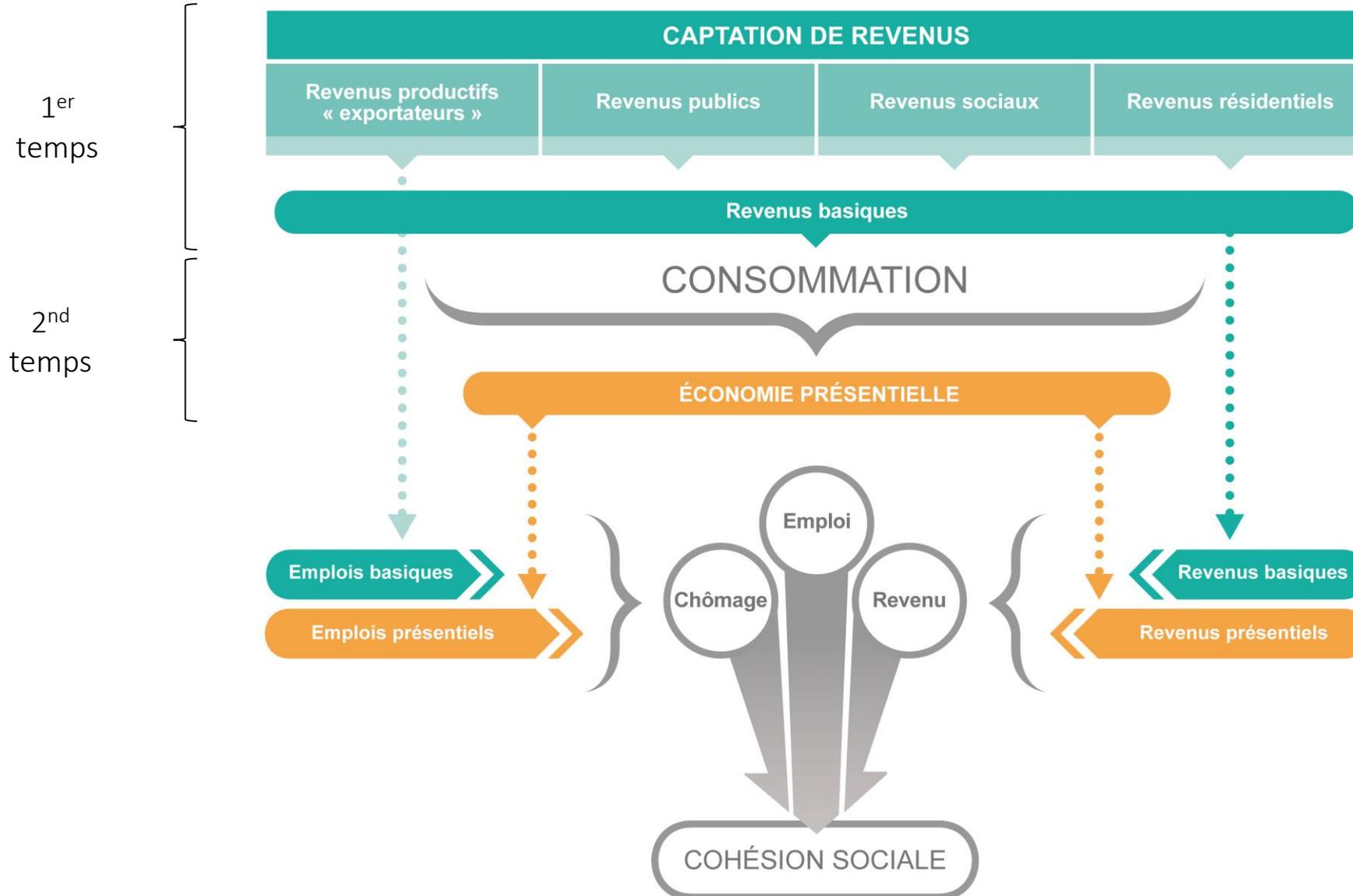
En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capter des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présentielle**.

Définition : la définition du **développement territorial** retenue renvoie à un processus qualitatif d'amélioration des **conditions de vie** des populations, c'est-à-dire à la fois de leurs conditions sociales (montée en compétences, précarité, chômage, niveau de vie...) et de leur niveau de bien-être, **des conditions de l'activité économique** et de **préservation de la situation environnementale** contemporaine et future.

Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Une nouvelle représentation du fonctionnement des territoires



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur ont été identifiés :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoirs » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

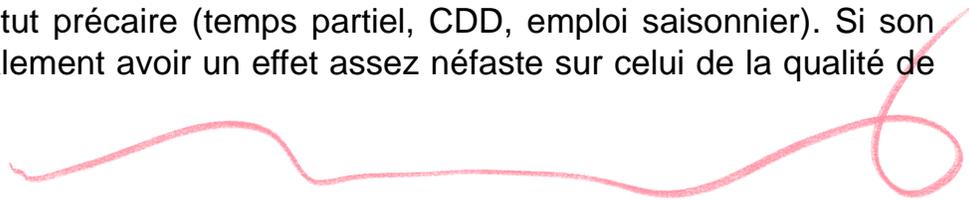
Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présentielle, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

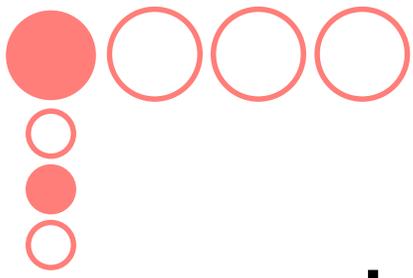
Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présentielle demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présentielle dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présentiels.

L'économie présentielle présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présentielle et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

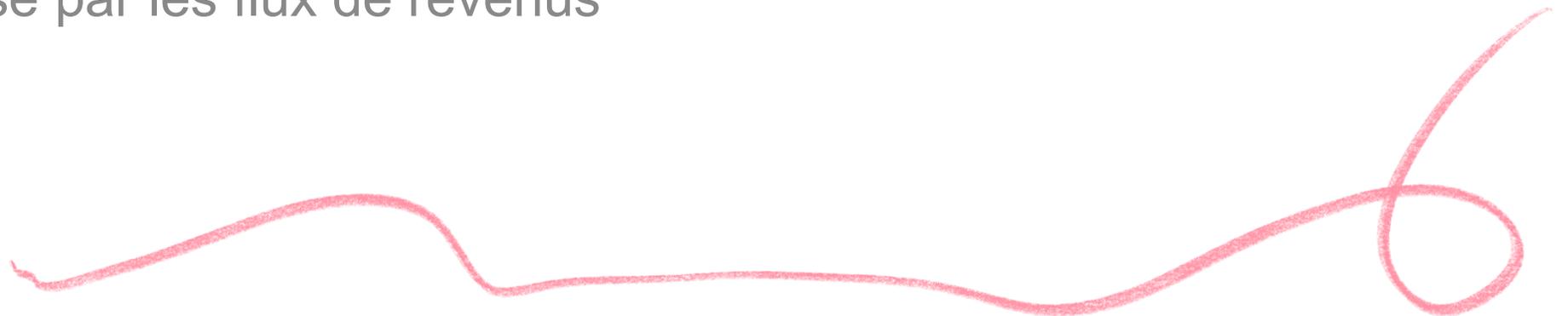
L'économie présentielle ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.





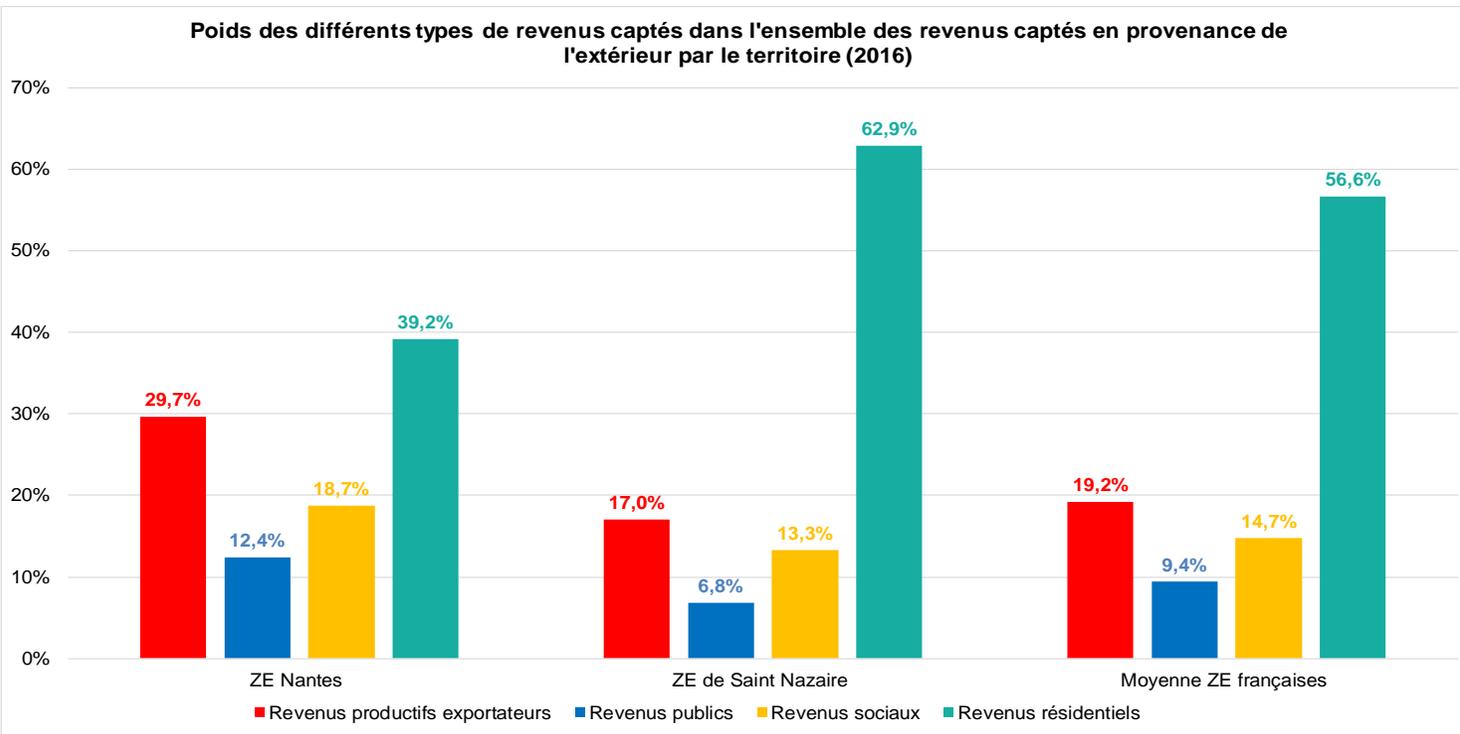
Les moteurs du développement du territoire : application aux cas des zones d'emploi de Nantes et de Saint Nazaire

L'analyse par les flux de revenus



Moteurs du développement des territoires

Les moteurs du développement du territoire



Précision méthodologique

Pour des raisons méthodologiques, les données portant sur les revenus captés sont produites à l'échelle des deux zones d'emploi et non pas à leur niveau agrégé. Il est effectivement plus intéressant de les conserver telle quelle pour éviter de biaiser l'analyse qui en découle.

L'approche agrégée reviendrait à travailler sur un périmètre géographique artificiellement beaucoup plus grand que celui en moyenne observée à l'échelle des zones d'emploi françaises qui nous sert ici de référence. Or quand il s'agit de données de flux, la taille des territoires compte. Plus un territoire est vaste, plus la part de ses revenus « pendulaires » est importante et inversement. En fusionnant les deux zones d'emploi, les revenus « pendulaires » circulant entre les zones seraient de facto réaffectés comme des revenus productifs exportateurs, publics et présents, réduisant à peau de chagrin ces derniers dans le processus de captation de revenus au regard de la moyenne des ZE françaises.

Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

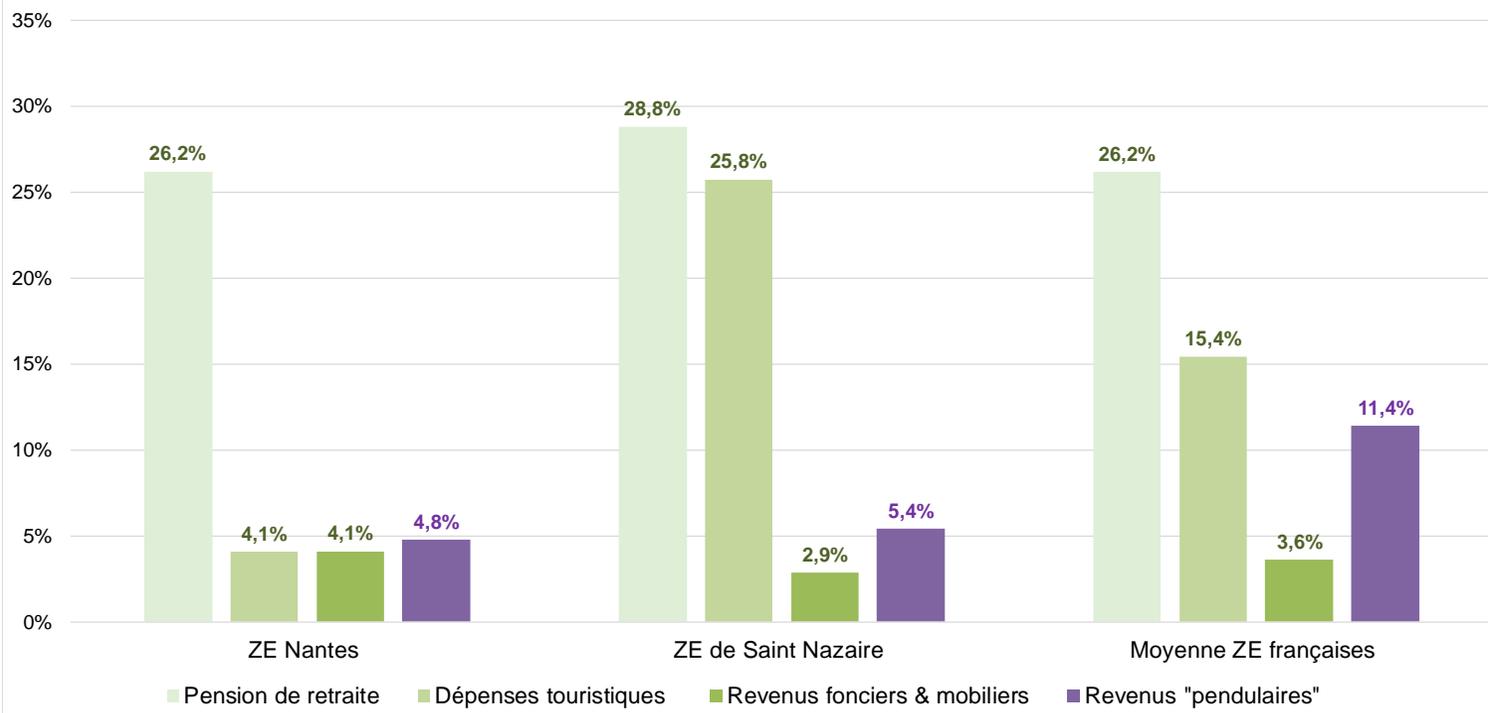
Les zones d'emploi de Nantes et de Saint-Nazaire présentent un profil fonctionnel bien distinct et se caractérisent au regard des autres zones d'emploi françaises par :

- une surreprésentation très marquée des revenus productifs exportateurs dans ses revenus captés en provenance de l'extérieur pour celle de Nantes et une légère sous-représentation pour celle de Saint Nazaire (respectivement 29,7 % et 17 % contre 19,2 % en moyenne) ;
- une surreprésentation significative des revenus publics (12,4 % contre 9,4 % en moyenne) assez caractéristique des territoires métropolitains qui disposent d'une fonction affirmée de pôle administratif (cf. la présence sur leur périmètre des préfectures, hôpitaux, universités...) pour Nantes et une sous-représentation pour celle de Saint Nazaire, qui présente un profil administratif nettement moins affirmé ;
- une surreprésentation des revenus sociaux (allocations chômage, aides au logement, aides de lutte contre la pauvreté...) pour Nantes et une légère sous-représentation pour Saint Nazaire (respectivement 18,7 % et 13,3 % contre 14,7 % en moyenne) ;
- une sous-représentation significative des revenus résidentiels pour Nantes et une sur-représentation très marquée pour Saint Nazaire (respectivement 36,7 % et 62,9 % contre 56,6 % en moyenne).

Moteurs du développement des territoires

Les moteurs du développement du territoire : zoom sur les revenus résidentiels

Poids des différents types de revenus résidentiels dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur (2016)



Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

Sur la Zone d'emploi de Nantes, la sous-représentation des revenus résidentiels est liée :

- au très faible poids des dépenses touristiques (4,1 % contre 15,4 % en moyenne) ; déficit symptomatique de la faible attractivité touristique du territoire ;
- au très faible poids des revenus pendulaires (4,8 % contre 11,4 % en moyenne) ; faiblesse qui s'explique à la fois par le caractère très intégré du marché du travail local (du fait de la fonction affirmée de pôle d'activités du territoire, la propension des actifs à travailler ailleurs demeure plutôt faible) et de la taille significative de la zone d'emploi (plus un territoire est vaste, plus la probabilité qu'un actif aille travailler ailleurs tend à diminuer).

A contrario, la sur-représentation des revenus résidentiels sur la zone d'emploi de Saint Nazaire est le produit combiné :

- d'une sur-représentation très marquée des dépenses touristiques dans le processus de captation de richesses synonyme d'une forte attractivité touristique ;
- d'une sur-représentation modérée des pensions de retraite symptomatique d'un vieillissement sans doute un peu plus prononcé de la population locale (possiblement couplé à un effet revenu : il est probable que les retraités du territoire disposent d'un meilleur niveau de vie qu'en moyenne).

Moteurs du développement des territoires

Le modèle de développement du territoire

Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.

L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...

Bien qu'en apparence relativement technique (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :

- une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;
- une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;
- un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.

Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.

Eu égard à la structure des revenus captés par les zones d'emploi, il est possible de synthétiser leurs modalités de fonctionnement socio-économique générales sous la forme du modèle de développement de type « **productif-public-social** » pour la zone d'emploi de Nantes et « **retraité-touristique** » pour celle de Saint-Nazaire.

Pour la zone d'emploi de Nantes, ce modèle, assez caractéristique des territoires métropolitains, est une traduction :

- du **rôle très structurant de la composante productive concurrentielle** du tissu économique local dans la trajectoire de développement du territoire. Composante qui pourrait être lourdement impactée par la crise actuelle (cf. chapitre II) ;
- du **rôle clef de l'économie publique**, reflet de la fonction métropolitaine du territoire, qui devrait de surcroît s'accroître avec la crise. Les revenus publics jouant un rôle d'amortisseur considérable ;
- d'une **relative intensité des problèmes sociaux**, suggérée par la socialisation significative du modèle et qui devrait s'amplifier sous les impacts de la crise (via la montée du chômage et la paupérisation des ménages) ;
- d'un **déficit prononcé en revenus résidentiels** qui traduit une diversification fonctionnelle relativement modérée liée à une faible attractivité touristique (assez caractéristique des territoires métropolitains hormis Paris et Nice) et d'une très forte intégration synonyme d'une forte autonomie fonctionnelle. La faiblesse des revenus « pendulaires » est effectivement le reflet de la dépendance modérée de la zone d'emploi nantaise aux territoires voisins et de la forte propension de ses actifs à y travailler.

Pour la zone d'emploi de Saint – Nazaire, ce modèle est le reflet d'une profonde transformation de ses modalités de fonctionnement socio-économique qui vient percuter l'image habituelle que l'on peut avoir de ce territoire et ses chantiers navals emblématiques. Effectivement, l'approche par les revenus montrent que :

- en creux, le **composante productive** du territoire, les chantiers navals en tête, ne constituent plus le principal pilier de construction du revenu local (même si sans doute encore du PIB local). Véritable pôle de production, le territoire de Saint Nazaire capte des actifs de toute part qui « rapatrient » à leur lieu de résidence une part significative de la richesse créée localement sous la forme de salaires et de revenus. On sait par exemple que la Communauté d'Agglomération de Saint Nazaire (la Carene) redistribue par le biais de ces mouvements « pendulaires » presque 620 millions d'€ de masse salariale nette, dont 70 millions en direction de la Métropole de Nantes... C'est considérable. Et ces mouvements peuvent suffire presque à eux seuls à expliquer ce hiatus qui peut exister entre la production de richesses mesurée par le PIB et la disposition de celles-ci mesurée par le revenu ;
- les **pensions de retraite**, portées par le vieillissement significatif de la population, notamment sur la partie littorale, et les **dépenses touristiques**, boostées par l'attractivité touristique de celle-ci sont devenues aujourd'hui le principal vecteur de développement du territoire.

La combinaison et l'articulation de ces deux territoires offre ainsi un combo tout à fait intéressant marqué par une assise à la fois productive ET résidentielle renforcée par la dimension publique du modèle métropolitain nantais.

Moteurs du développement des territoires

Redistribution de la richesse captée dans les circuits économiques locaux

Analyse du fonctionnement du système de consommation des deux zones d'emploi (2016)

	Potentiel de captation de richesses (en € / hab.)	Propension locale à consommer (en € / emplois présentsiels)	Densité en emplois présentiels (emplois présentsiels / 100 hab.)
ZE de Nantes	14 940 €	93 054 €	16,1
ZE de Saint Nazaire	21 074 €	160 116 €	13,2
Moyenne des zones d'emploi 2010	17 649 €	119 851 €	14,7

Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, DGI et Urssaf

Note : Comme pour les revenus territoriaux et pour les mêmes raisons, les indicateurs relatifs à la consommation ont été produits à l'échelle des deux zones d'emploi et non pas à leur niveau agrégé

Marqué par un déficit significatif en revenus captés (cf. le potentiel de captation de richesses sensiblement inférieur à la moyenne des zones d'emploi), la zone d'emploi de Nantes profite néanmoins d'une très forte propension locale à consommer qui reflète sa forte attractivité commerciale. Cette situation s'observe en règle générale assez nettement dans les métropoles et agglomérations françaises qui au-delà de la fonction de pôle d'activités qu'elles assument, demeurent également de véritables pôles de consommation. La forte propension à consommer localement compense largement le déficit en revenus captés et se traduit en bout de chaîne par une densité en emplois présentsiels légèrement supérieure à la moyenne des ZE françaises (16,1 % contre 14,7 %).

A contrario, et en raison de son profil touristique affirmé, la zone d'emploi de Saint Nazaire bénéficie d'un volume de revenu capté par habitant nettement supérieur à la moyenne mais pâtit d'une propension locale à consommer nettement plus faible. La faiblesse de cet indicateur signifie en creux que le territoire subit une évasion commerciale significative, ce probablement à destination de celui de Nantes, très attractif « commercialement ». Cette combinaison se traduit en bout de chaîne par une densité en emplois présentsiels plutôt modérée.

Il faut bien avoir en tête que la consommation est devenue au fil des décennies un carburant essentiel de la dynamique économique et plus largement de développement de nos territoires, comme l'illustre notamment la très forte dynamique des emplois présentsiels depuis les années 70 (cf. chapitre II) et même durant la « Grande récession » (cf. page suivante) au niveau national.

Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présentsiels

Rappel : les emplois présentsiels sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

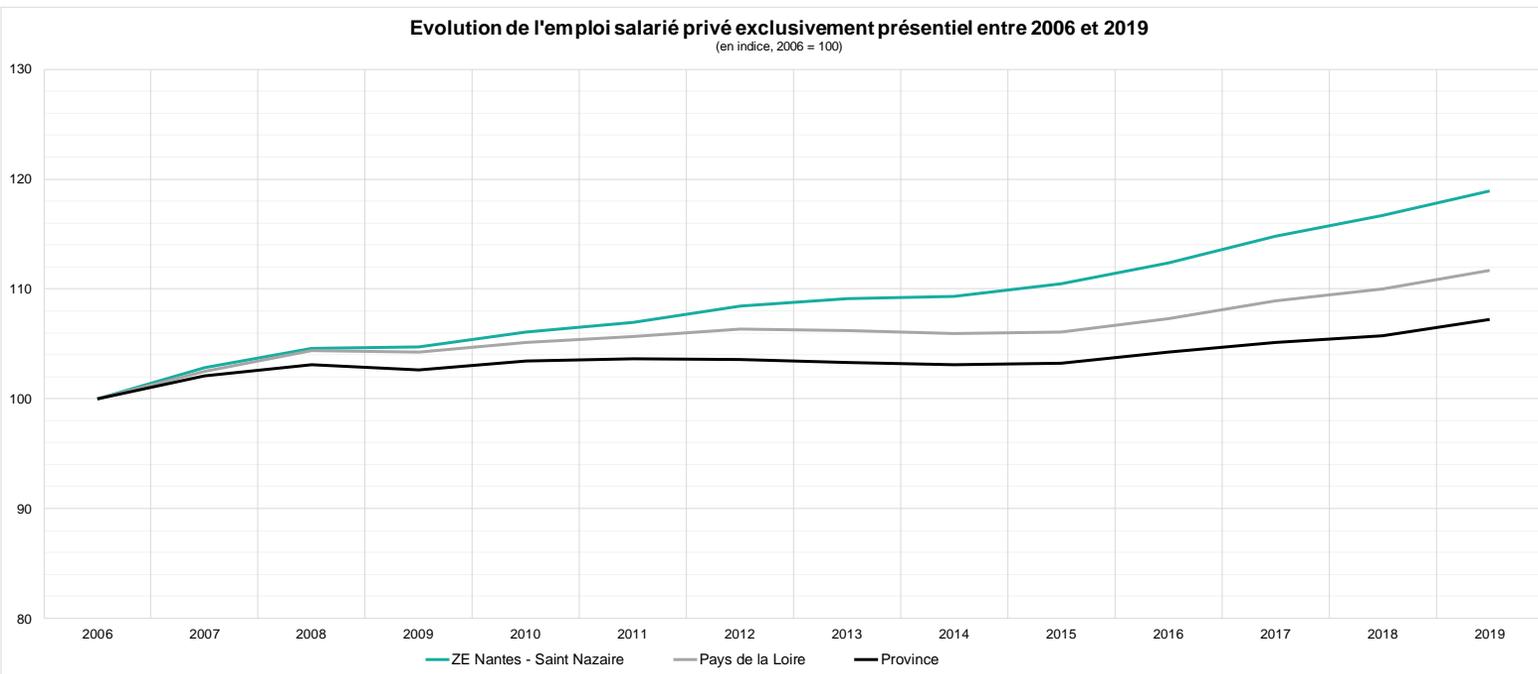
- **potentiel de captation de richesses** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;

- **propension à consommer localement** : attention, cet indicateur doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement. Cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présentsiels. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présentsiel supplémentaire.;

- **taux de couverture en emplois présentsiels** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois présentsiels sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois présentsiels à la population résidente.

Moteurs du développement des territoires

Des emplois présentsiels boostés par la consommation locale, même durant la « Grande récession »



Source : Urssaf

Evolution de l'emploi salarié privé présentiel entre 2007 et 2019

	2007-2019	2007-2019 (en %)
ZE de Nantes et Saint Nazaire	25 630	16,8%
Pays de la Loire	41 410	8,9%
Province	313 193	4,9%

Source : Urssaf

Avertissement : les données ont ici été produites à l'échelle des deux zones d'emploi agrégées, comme pour toutes celles qui vont suivre dans le reste du rapport.

On relèvera dans le graphique ci-contre l'évolution très favorable des emplois présentsiels des deux zones d'emploi, dont le rythme de croissance entre 2007 et 2019 s'élève à 16,8 % contre 8,9 % en Pays de la Loire et 4,9 % en moyenne en France de province.

On remarquera de surcroît l'évolution relativement linéaire des emplois présentsiels, peu impactés par les différents cycles récessifs qui se sont succédés entre 2007-2009 et 2011-2014 et portés par une consommation peu sensible aux aléas conjoncturels.

Malheureusement, avec la crise actuelle, le constat sera tout autre. Stoppée par le 1^{er} confinement, altérée par le suivant et la propension croissante à épargner dans un contexte incertain, la sphère présentsielle locale va certainement être impactée. La bonne dynamique de l'emploi présentsiel pourrait s'enrayer (il sera possible de l'observer fin juin 2021 avec la publication des données de l'Urssaf sur l'emploi salarié privé).

Le changement de nature de la crise du Covid 19 (comparée à celle impulsée par la crise financière internationale en 2008 et la crise des dettes souveraines en 2011) va contribuer à sensiblement fragiliser cette dimension des économies locales qui depuis plus de 40 ans présentait l'avantage d'être peu exposée aux aléas économiques conjoncturels.

Moteurs du développement des territoires

Le modèle de développement du territoire

Les deux zones d'emploi présentent un profil fonctionnel extrêmement complémentaire :

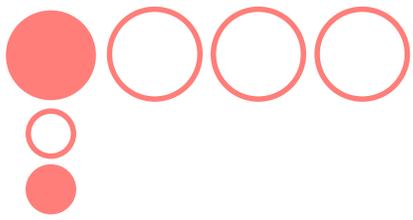
- toutes deux font office de véritable pôle de production de richesses – Nantes grâce à son tissu productif métropolitain assez diversifié et Saint Nazaire au travers de ses chantiers navals notamment –, fonction dont profite cependant moins cette dernière en terme de revenus (cf. la forte évaporation de la richesse créée localement sous la forme de revenus « pendulaires » vers l'extérieur) ;
- la zone de Nantes, avec son profil administratif structurant, bénéficie d'un puissant amortisseur de choc qui devrait jouer à plein avec la crise actuelle ;
- quand celle de Saint Nazaire affiche un profil nettement plus résidentielle liée à son attractivité touristique et à sa dynamique démographique.
- sur le plan de la consommation, les chiffres que nous avons produits, bien qu'imprécis, suggère que la ZE de Nantes exerce une attraction particulière sur celle de Saint Nazaire, profitant ainsi d'une dynamique résidentielle particulièrement avantageuse avant crise. Néanmoins, il se pourrait qu'avec celle-ci, le tissu d'emplois présentiel des deux zones subissent un sérieux contre coup avec la panne de consommation provoquée par les deux confinements, la propension croissante à épargner et la montée en puissance des problèmes sociaux, chômage en tête.

Afin de limiter les impacts de la crise et de favoriser la réinscription des deux territoires dans une trajectoire de développement favorable conforme à la période antérieure, trois grands types d'enjeux semblent se dessiner à leur échelle :

- relancer la dynamique productive concurrentielle locale nécessairement altérée par le ralentissement de l'activité économique (industrie, chantiers navals...) ;
- stimuler le levier touristique sans doute fortement altéré par la crise à Saint Nazaire ;
- relancer la consommation locale, pilier structurant de la dynamique de développement des territoires et particulièrement de la ZE de Nantes depuis plusieurs décennies maintenant.

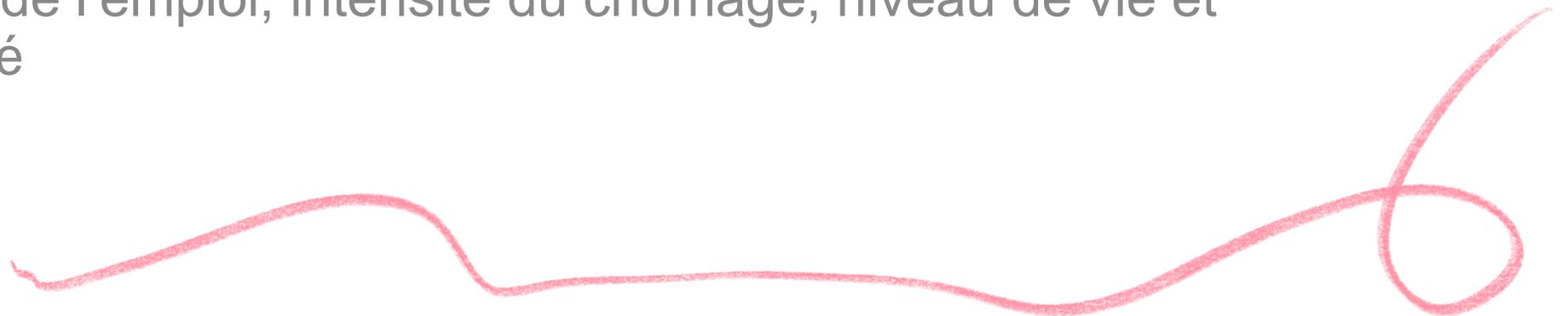
Répondre à ces trois enjeux permettrait à ces deux territoires qui fonctionnent de manière relativement intégrée de multiplier leur chance de s'inscrire dans une perspective de relance et d'optimiser leur capacité de rebond.





Le niveau de cohésion sociale des deux zone d'emploi

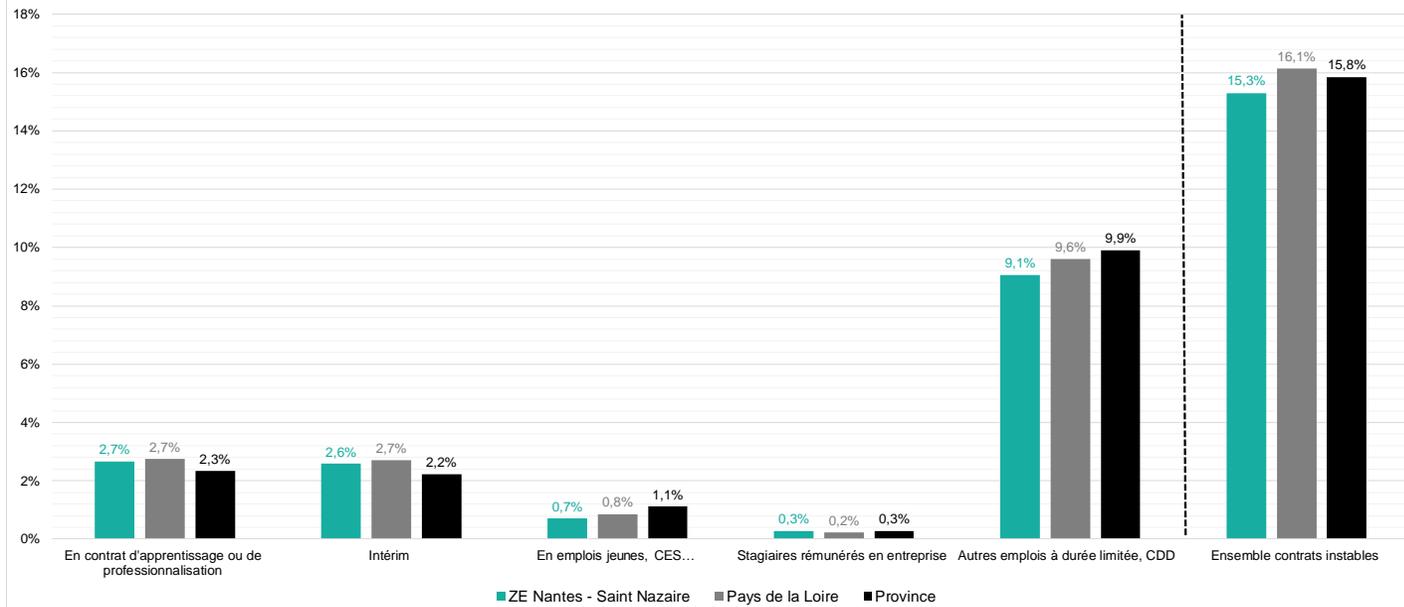
Qualité de l'emploi, intensité du chômage, niveau de vie et pauvreté



Qualité de l'emploi des ménages du territoire

Poids des contrats instables et du temps partiel

Part de la population active salariée par type de contrat (2017)



Source : Insee – Recensement de la population

La population active des deux zones d'emploi semble bénéficier d'une qualité de l'emploi mitigée :

- la part des actifs en contrats instables (qui comprennent les contrats en apprentissage, en intérim, en emplois jeunes et en CDD) apparaît plutôt inférieure aux moyennes régionale et nationale (15,3 % contre 16,1 % en Pays de la Loire et 15,8 % en province) ;
- alors que la part des actifs occupés à temps partiel demeure quant à elle sensiblement supérieure à la moyenne régionale et légèrement inférieure à la moyenne nationale (19,6% contre 18,7 % en Pays de la Loire et 17,7 % en province).

Part des actifs occupés titulaires d'un contrat à temps partiel en 2017 (en %)

Part des actifs occupés à temps partiel

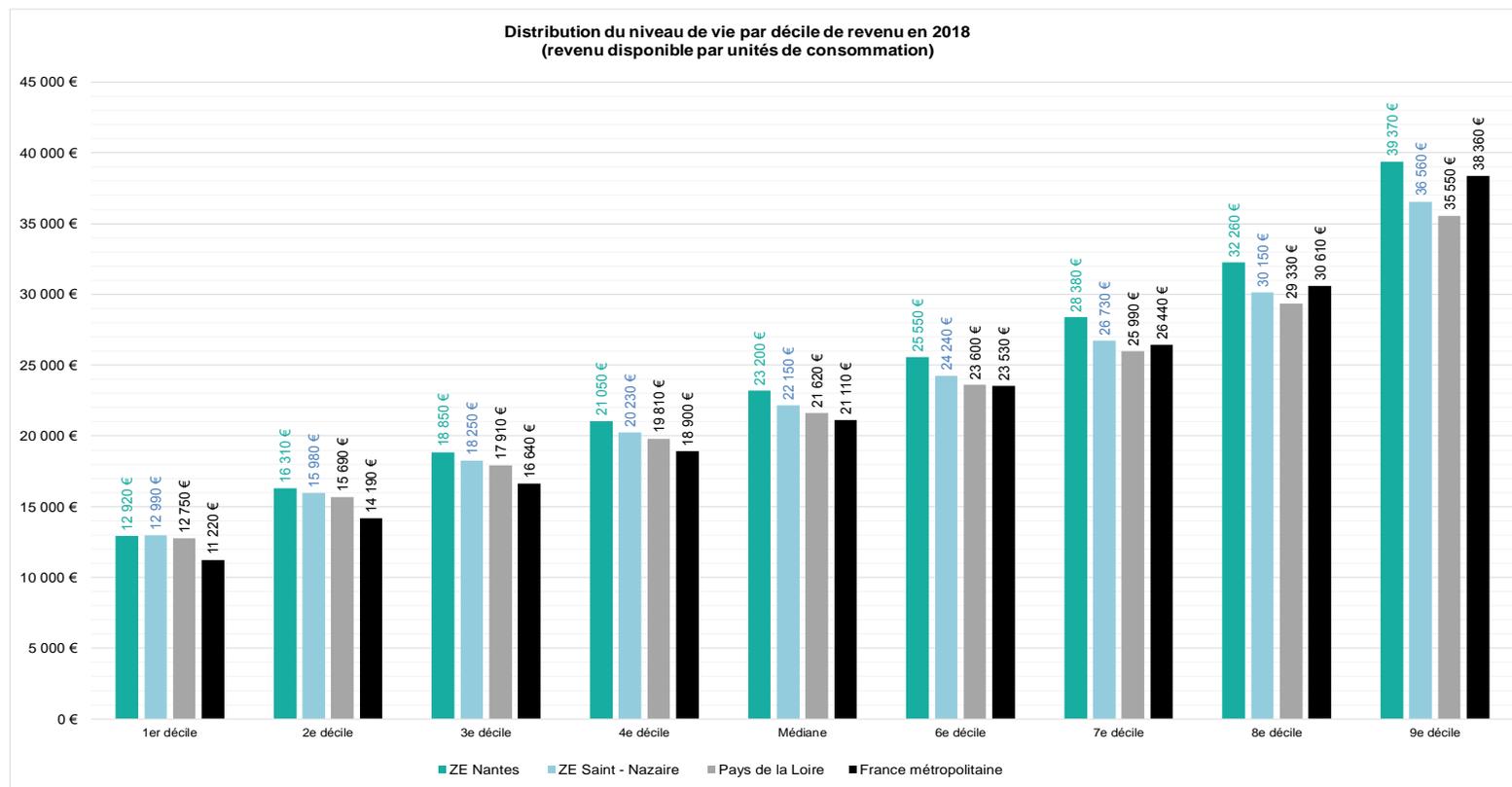
ZE Nantes - Saint Nazaire	19,6%
Pays de la Loire	18,7%
Province	17,7%

Source : Insee – Recensement de la population



Niveau de vie des ménages

Analyse de la distribution du revenu disponible par catégorie de revenu



Source : Insee – Filosofi

Note : Les données ne peuvent être agrégées à l'échelle des deux zones d'emploi

Le niveau de vie des ménages des deux zones d'emploi est relativement disparate. La zone d'emploi de Nantes se caractérise par une structure sociale relativement inégalitaire (cf. l'indice de Gini de 0,262 supérieur à la moyenne régionale mais inférieure à la moyenne de France métropolitaine) marquée par le niveau de vie relativement avantageux de ses classes sociales les plus modestes (notamment celui du 1^{er} décile), de ses classes moyennes (cf. le niveau de vie médian, du 6^{ème} et 7^{ème} décile) et des plus aisées (cf. le niveau de vie des 8^{ème} et 9^{ème} décile sensiblement supérieur aux moyenne). La situation de la zone d'emploi de Saint – Nazaire demeure plus contrastée. Si comme pour celle de Nantes, les ménages les plus pauvres (du 1^{er} décile au 3^{ème} décile) ainsi que les classes moyennes semblent profiter d'une situation relative plutôt avantageuse, les plus aisés perdent du terrain et affichent, pour le 8^{ème} et le 9^{ème} décile, un niveau de vie moins élevé qu'en moyenne en France métropolitaine. C'est pour cette raison que les inégalités de niveau de vie y apparaissent moins élevées que dans la ZE de Nantes (cf. l'indice de Gini).

Définition : le niveau de vie des ménages est apprécié à la lecture du revenu disponible. Ce dernier correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert.

Le niveau d'observation du revenu que nous avons retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1^{er} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9^{ème} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches.

Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

Indice d'inégalités de niveau de vie (2018)

	Indice d'inégalités de niveau de vie (Indice de Gini)
ZE Nantes	0,262
ZE Saint - Nazaire	0,249
Pays de la Loire	0,246
France métropolitaine	0,289

Source : Insee – Filosofi

Niveau de pauvreté des ménages

Part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté en 2018

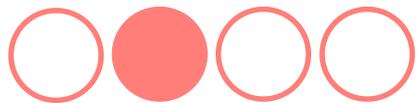
	Taux de pauvreté (au seuil de 60 %)	Revenu médian de la population sous le seuil de pauvreté	Intensité de la pauvreté
ZE Nantes	9,8	10 330 €	0,184
ZE Saint Nazaire	9,7	10 420 €	0,177
Pays de la Loire	10,8	10 390 €	0,179
Province	14,5	10 130 €	0,200

Source : Insee – Filosofi

Note : Les données ne peuvent être agrégées à l'échelle des deux zones d'emploi

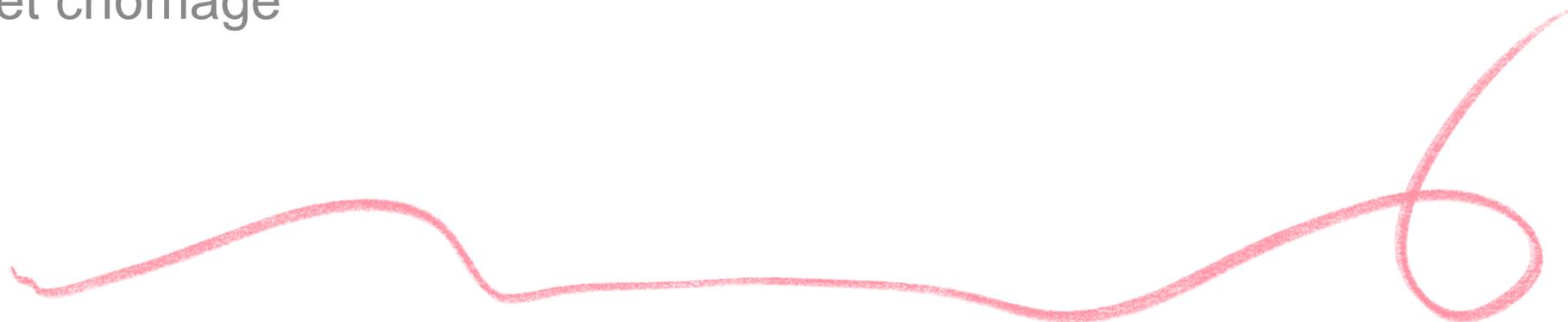
Si du point de vue du taux de pauvreté (part des ménages dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu disponible médian national), les deux zones d'emploi présentent une situation similaire et plutôt avantageuse au regard des standards régional et national (respectivement 9,8 % pour celle de Nantes et 9,7 % pour celle de Saint Nazaire contre 10,8 % en Pays de la Loire et 14,5 % en France métropolitaine), leur situation diffère du point de vue de son intensité. A la lecture des indices d'intensité de la pauvreté, il apparaît que les populations de la ZE de Nantes vivant en dessous du seuil de pauvreté apparaissent plus pauvres que dans celles de la ZE de Saint Nazaire et qu'en moyenne dans la région Pays de la Loire. Ces indicateurs restent néanmoins caractéristiques d'une situation sociale plutôt avantageuse.

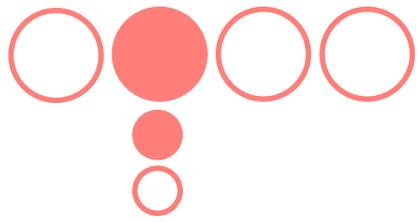




Dynamique de l'emploi et du chômage dans la zone d'emploi

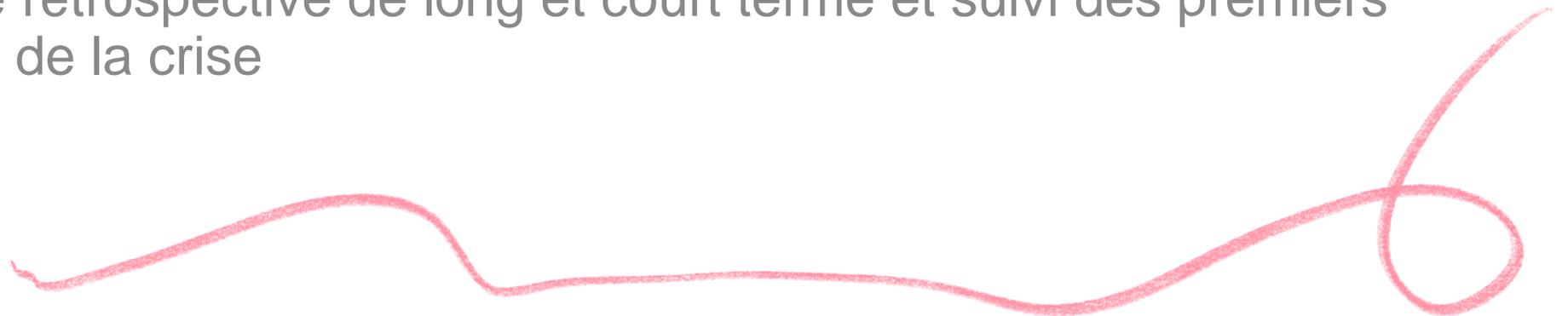
Emploi et chômage





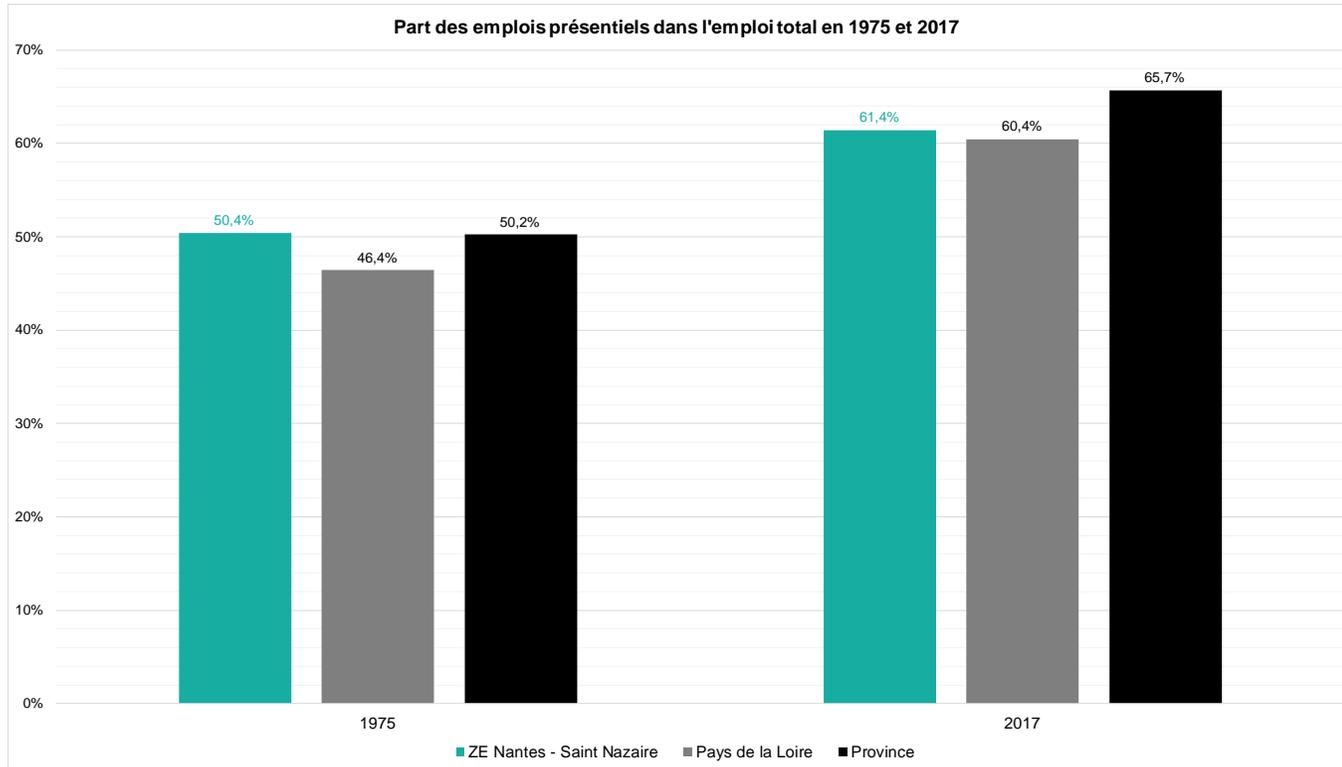
Dynamique de l'emploi dans la zone d'emploi

Analyse rétrospective de long et court terme et suivi des premiers impacts de la crise



Dynamique économique des territoires avant crise

Une transformation du tissu productif sur le temps long



Source : Insee – Recensement de la population

Le tissu productif des deux zones d'emploi a vu sa vocation présentielle sensiblement s'affirmer entre 1975 et 2017.

Doté d'un profil de spécialisation plutôt équilibré dans les années 70 (50,4 % de l'emploi appartenait à la sphère présentielle contre 46,4 % en Pays de la Loire et 50,2 % en province en 1975), le tissu économique local a enregistré une véritable mutation de son profil économique. La part de ses emplois présentiels et effectivement passé de 50,4 % en 1975 à 61,4 % en 2017.

Cette évolution du profil productif local est le produit combiné de l'effondrement des forces productives concurrentielles locales (-32,5 % de baisse des emplois productifs contre -50,7 % dans la région et « seulement » -14,3 % en province) et d'une très rapide progression des emplois de la sphère présentielle (+108,5 %).

L'explosion des emplois présentiels, portée par une très forte montée en puissance de la consommation dans le territoire a ainsi permis de compenser les pertes d'emplois très lourdes enregistrées dans la sphère productive et générées par la désindustrialisation ainsi que la fonte des emplois agricoles. Au global, le territoire a créé plus de 248 000 emplois sur la période, soit un rythme de croissance tout à fait remarquable et sensiblement supérieur aux tendances régionale et nationale (+71,1 % contre 41,2 % en Pays de la Loire et 24,3 % en province).

Evolution des emplois de la sphère productive concurrentielle et présentielle entre 1975 et 2017

	Sphère productive		Sphère présentielle		Total	
ZE Nantes - Saint Nazaire	-56 255	-32,5%	190 935	108,5%	248 192	71,1%
Pays de la Loire	-295 439	-50,7%	423 385	83,9%	448 308	41,2%
Province	-1 153 834	-14,3%	5 079 252	62,5%	3 925 417	24,3%

Source : Insee – Recensement de la population

Dynamique économique des territoires avant crise

Capacité de résilience à la « Grande récession »

Evolution des emplois salariés privés au gré des cycles conjoncturels entre 2007 et 2019

	2007-2009		2009-2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE Nantes - Saint Nazaire	-5 290	-1,4%	8 894	2,3%	7 331	1,8%	59 773	14,8%	77 401	20,0%
Pays de la Loire	-30 275	-3,0%	11 134	1,1%	-2 768	-0,3%	93 515	9,5%	86 413	8,7%
Province	-534 527	-3,0%	113 289	0,7%	-151 694	-0,9%	1 148 547	6,7%	731 612	4,2%

Source : Urssaf

La dynamique de création d'emplois salariés privés entre 2007 et 2019 à l'échelle des deux zones d'emploi a été exceptionnelle. Plus de 77 000 emplois salariés privés ont été créés, soit une croissance de 20 % dans un contexte régional et national redevenu porteur (respectivement 8,7 % et + 4,2 %). Cette progression n'a bien sûr pas été linéaire sur l'ensemble de la période, affectée par des cycles récessifs plus ou moins prononcés ou dynamisées par des phases de reprises macro-économiques plus ou moins fortes. On pourra effectivement observer que :

- entre 2007 et 2009, cycle récessif impulsé par la crise financière internationale, le territoire a enregistré une baisse plutôt contenue de ses emplois salariés privés dans un contexte régional et national particulièrement baissier. Le tissu local semble s'être montré particulièrement résilient lors du premier choc récessif impulsé par la crise financière internationale ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire rebondit plus intensément qu'en moyennes au niveau régional et national (+ 2,3 % de croissance contre respectivement + 1,1 % en Pays de la Loire et + 0,7 % en province) ;
- entre 2011 et 2014, second choc récessif impulsé par la crise des dettes souveraines, le territoire continue de résister en créant des emplois à un rythme soutenu (+ 1,8 %) dans un contexte régional légèrement en baisse (- 0,3 %) et national défavorable (- 0,9 %) ;
- entre 2014 et 2019, période d'embellie qui semblait marquer la sortie définitive de la crise avant le démarrage de celle impulsée par le Covid 19, le territoire enregistre une très forte progression de ses effectifs, ce à un rythme sensiblement supérieur à ceux observés dans la région et en province (+ 14,8 % de croissance contre respectivement + 9,5 % en Pays de la Loire et + 6,7 % en province).

Dynamique économique des territoires avant crise

Capacité de résilience à la « Grande récession »

Evolution trimestrielle des emplois salariés privés depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

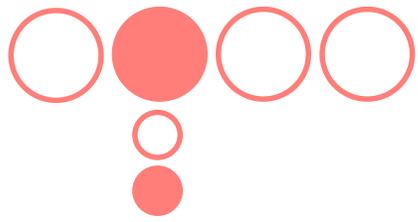
	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Nantes - Saint Nazaire	-11 400	-2,4%	-2 308	-0,5%	6 460	1,4%	1 078	0,2%	-6 170	-1,3%
Province	-471 916	-2,5%	-145 238	-0,8%	342 650	1,9%	-36 156	-0,2%	-310 660	-1,7%

Source : Urssaf

Comme on pouvait l'espérer compte tenu des tendances passées et de la forte capacité de résilience du tissu économique local aux cycles récessifs de la « Grande récession », ce dernier semble jusqu'à présent avoir été plutôt modérément impacté par la crise du Covid 19.

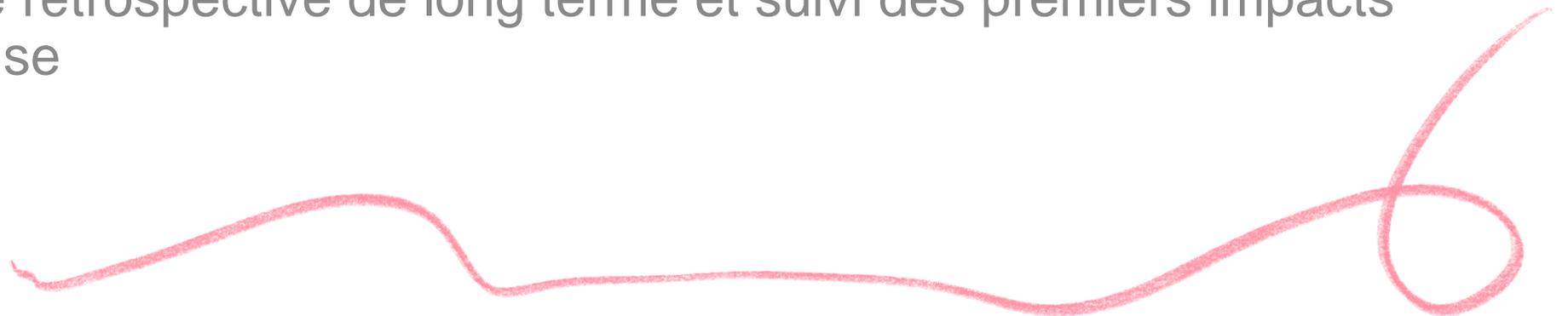
Lourdement touché au premier trimestre avec les 15 premiers jours de confinement (le territoire enregistre des baisses d'emplois salariés privés de – 2,4 % contre – 2,5 % au niveau national), le territoire a subi une baisse de l'emploi plutôt modérée au 2^{ème} trimestre (- 0,5 % de baisse contre – 0,8 % au niveau national). Au 3^{ème} trimestre, qui correspond à la première phase de déconfinement, le territoire retrouve des couleurs : il enregistre à nouveau des créations d'emplois, ce à un rythme cependant un peu moins intense qu'en moyenne au niveau national (+ 1,4 % de croissance contre + 1,9 %), attestant d'une capacité de rebond moins prononcée que durant la « Grande récession ». Le nouveau ralentissement de l'activité économique généré par le reconfinement partiel au 4^{ème} trimestre ne générera pas de difficultés particulières : dans un contexte national à nouveau en berne (- 0,2 %), le territoire enregistre une légère progression de ses effectifs salariés qui traduit une capacité de résilience véritablement retrouvée (+ 0,2 %).





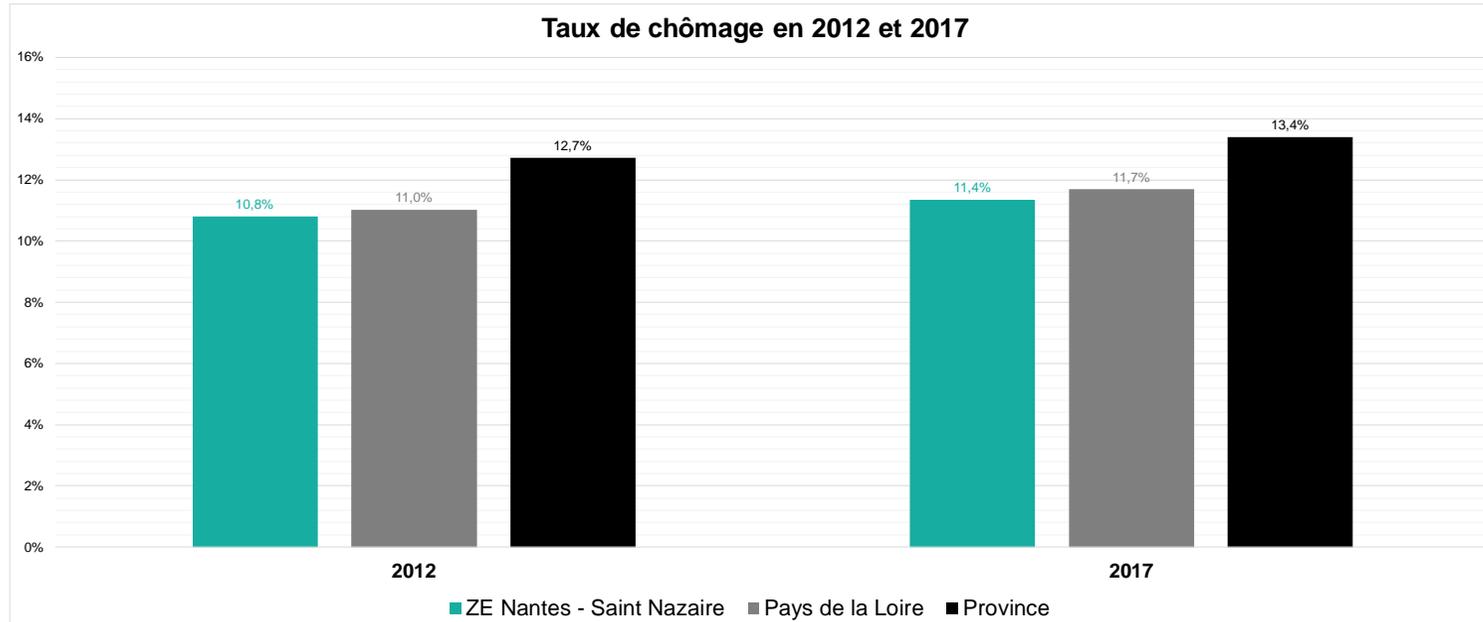
Dynamique du chômage dans la zone d'emploi

Analyse rétrospective de long terme et suivi des premiers impacts de la crise



Intensité du chômage dans la zone d'emploi et évolution de la population active

Une appréciation de l'intensité de chômage et de l'impact de la démographie sur le marché du travail



Source : Insee – Recensement de la population

L'intensité du chômage (appréhendue ici de manière conventionnelle par un taux de chômage calculé à l'aide des données du recensement de la population de l'Insee) apparaît structurellement inférieure aux moyennes régionale et de province (en 2017, il était de 11,4 % contre 11,7 % en Pays de la Loire et 13,4 % en province).

On relèvera néanmoins qu'en dépit de l'exceptionnelle dynamique économique dont a profité le territoire avant crise et bien qu'elle reste inférieure aux moyennes de comparaison, l'intensité du chômage reste élevée (plus de 10 %).

Comme partout ailleurs, le taux de chômage local a progressé entre 2012 et 2017. Cette progression est le produit d'une rapide augmentation du nombre de chômeurs (+ 12 % contre + 8,8 % en Pays de la Loire et + 6,2 % en province) alimentée par une progression élevée de la population active (+ 6,5 % de croissance contre + 2,6 % en Pays de la Loire et + 0,8 % en province).

Evolution du nombre de chômeurs et de la population active entre 2012 et 2017

	Population active		Chômeurs	
ZE Nantes - Saint Nazaire	41 306	6,5%	8 186	12,0%
Pays de la Loire	43 501	2,6%	16 485	8,8%
Province	245 006	0,8%	232 350	6,2%

Source : Insee – Recensement de la population

Evolution de la demande d'emploi durant la « Grande récession » et la période de reprise d'avant crise

Dynamique de la demande d'emploi entre 2007 et 2019

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC) au gré des cycles conjoncturels entre 2007 et 2019

	2007-2009		2009-2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE Nantes - Saint Nazaire	17 595	26,6%	1 715	2,0%	24 360	27,6%	6 375	5,7%	52 945	80,1%
Pays de la Loire	51 995	30,5%	7 800	3,4%	64 230	26,9%	13 785	4,6%	146 125	85,7%
Province	637 005	24,2%	189 095	5,5%	831 515	23,0%	205 355	4,6%	2 022 170	76,8%

Source : Dares

L'analyse des données de la Dares sur l'évolution de la demande d'emploi en fin de mois (DEFM de catégories ABC) entre 2007 et 2019 révèle sensiblement les mêmes tendances que celles établies à partir du recensement. La progression du nombre de DEFM des deux zones d'emploi a été très rapide et supérieure à la tendance observée en moyenne en province mais néanmoins inférieure à celle observée dans la région (+ 80,1 % contre 85,7 % en Pays de la Loire et + 76,8 % en province).

On pourra objecter que ce résultat est plutôt contre intuitif compte tenu de la dynamique de créations d'emploi tout à fait favorable qui a été enregistrée sur la même période à l'échelle du territoire (cf. supra). Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'elles en ont l'air.

Au niveau territorial, et avant la crise du Covid (peut-être les choses changeront avec celle-ci), les variables qui expliquent le mieux la dynamique du chômage sont la démographie et la mobilité des actifs. Sur la démographie tout d'abord : le volume d'actifs à intégrer sur le marché du travail constitue la variable clef. Plus il est important et dynamique, plus la concurrence entre actifs pour trouver un travail devient rude. Une bonne dynamique économique peut parfois ne pas suffire à absorber à un rythme suffisant les nouvelles populations à la recherche d'un travail. C'est pour cette raison essentiellement que les plus intenses progressions du chômage s'observent ces dernières années plutôt sur les territoires attractifs et démographiquement et économiquement dynamiques que dans ceux marqués par un certain déclin économique. Sur la mobilité ensuite, on l'oublie trop souvent mais les territoires ne fonctionnent pas comme des Etats nations avec des frontières relativement étanches. C'est pour cette raison que l'emploi d'un territoire est souvent massivement occupé par des actifs qui vivent dans un autre. Tout comme inversement, une part significative des actifs d'un territoire peut aller travailler dans un autre. Ce mécanisme élémentaire explique que de nombreux territoires très performants sur le plan économique affichent un dysfonctionnement profond de leur marché du travail (taux de chômage élevé, forte croissance de la demande d'emploi...). La Plaine de France en Seine Saint Denis en est peut-être l'exemple le plus caricatural. Et inversement, qu'un certain nombre d'entre eux bénéficient d'un fonctionnement de leur marché du travail tout à fait favorable en dépit d'une dynamique de création d'emplois défavorable.

Les zones d'emploi de Nantes et Saint-Nazaire figurent ainsi parmi les territoires très dynamiques sur le plan économique qui enregistrent très forte progression de leurs demandeurs d'emploi pour partie en raison de leur forte dynamique démographique.

Mesure des premiers impacts de la crise

Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4^{ème} trimestre 2019 / 4^{ème} trimestre 2020

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi (toutes catégories) depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Nantes - Saint Nazaire	-620	-0,5%	4 180	3,1%	1 170	0,8%	2 550	1,8%	7 280	5,1%
France métropolitaine	-4 970	-0,1%	156 520	2,5%	-9 860	-0,2%	126 540	2,0%	268 230	4,2%

Source : Dares

Comment le marché du travail des deux zones d'emploi a réagi à la crise du Covid ? Il a été sensiblement plus impacté qu'en moyenne au niveau national avec une progression de presque 7 300 demandeurs d'emploi, soit une croissance de + 5 % contre + 4,2 % au niveau national.

Si l'on décompose cette courte période par trimestre, on observera que :

- la baisse des DEFM a été moins forte localement qu'en moyenne au 1^{er} trimestre. Fortement impacté en terme d'emplois dès la dernière quinzaine de mars, le marché du travail semble malgré tout plutôt avoir bien résisté au 1^{er} trimestre ;
- la crise a commencé à déstabiliser le marché du travail local au second trimestre, ce de manière plus intense qu'en moyenne en France métropolitaine (+ 3,1 % contre + 2,5 %) ;
- le déconfinement, qui s'est traduit par un redémarrage de l'activité au niveau national mais aussi local, n'a pas eu d'influence positive localement : le territoire continue d'enregistrer une progression de ses demandeurs d'emploi alors qu'ils tendaient à diminuer au niveau national (+ 0,8 % contre - 0,2 %) ;
- enfin, avec le second confinement, le dernier trimestre apparaît encore défavorable : la demande d'emploi continue de progresser à un rythme de surcroît plus intense localement qu'en moyenne.



Mesure des premiers impacts de la crise

Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4^{ème} trimestre 2019 / 4^{ème} trimestre 2020

La crise du Covid 19 a sans doute plus encore que les crises précédentes frappé les populations les plus fragiles, notamment les jeunes et les travailleurs précaires. Il est pour cette raison indispensable de procéder à une analyse de la dynamique de la demande d'emploi par catégories.

Le tableau ci-dessous permet d'observer la dynamique des demandeurs d'emploi de catégorie A (c'est-à-dire les demandeurs d'emploi qui n'ont pas travaillé dans le mois et qui sont en recherche active d'emploi) durant l'année 2020. On notera que sur l'ensemble de la période observée, entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 4^{ème} trimestre 2020, leur progression a été très rapide (+ 10,4 %) et sensiblement supérieure à la tendance nationale (+ 7,4 %). Si le territoire a affiché une progression modérée des DEFM de catégorie A au 1^{er} trimestre, leur nombre a littéralement « explosé » au 2^{ème} trimestre (+ 22,9 % de croissance contre +16,2 % au niveau national) et baissé à un rythme soutenu au 3^{ème} trimestre (- 7 % de baisse contre - 7,6 % au niveau national). Le 4^{ème} trimestre s'est aussi traduit par une baisse sensible de cette catégorie de demandeurs d'emploi (- 3,3 % contre - 1,1 % au niveau national).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie A depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Nantes - Saint Nazaire	630	1,0%	14 680	22,9%	-5 530	-7,0%	-2 430	-3,3%	7 350	10,4%
France métropolitaine	59 830	1,8%	555 150	16,2%	-304 030	-7,6%	-39 930	-1,1%	271 020	7,4%

Source : Dares

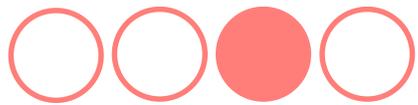
Les travaux de la Dares sur les impacts de la crise ont permis de montrer qu'une part significative de la progression de la demande d'emploi de catégorie A durant la crise a été alimentée par des demandeurs d'emploi de catégories B & C, c'est-à-dire qui travaillaient moins ou plus de 78 heures dans le mois. Confrontés à la perte de leur emploi précaire, les DEFM B&C sont venus alimenter le bataillon des DEFM de catégorie A. Cette « opération de vases communicants » semble s'être fortement produite à l'échelle des deux zones d'emploi, notamment au 2^{ème} et 3^{ème} trimestre. On peut observer de manière encore plus marquée qu'en moyenne en France que lorsque le nombre de DEFM B&C s'effondre, celui des DEFM A s'accroît très fortement et inversement, lorsqu'il augmente, celui des DEFM A diminue sensiblement.

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie B&C depuis le démarrage de la crise du Covid 19 (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 - T1 2020		T1 2020 - T2 2020		T2 2020 - T3 2020		T3 2020 - T4 2020		T4 2019 - T4 2020	
ZE Nantes - Saint Nazaire	-1 530	-2,8%	-9 320	-17,2%	8 970	20,0%	1 810	3,4%	-70	-0,1%
France métropolitaine	-83 350	-3,9%	-350 290	-17,0%	392 120	22,9%	36 120	1,7%	-5 400	-0,3%

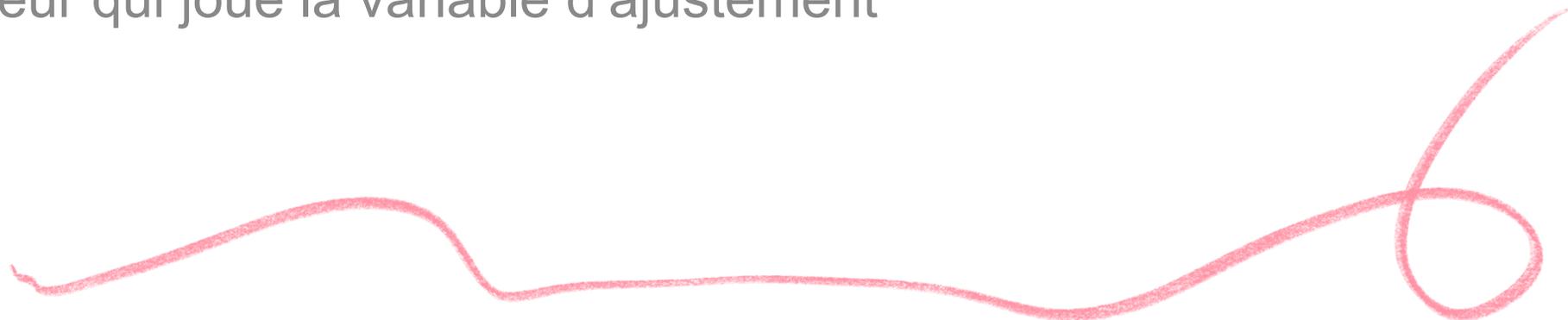
Source : Dares

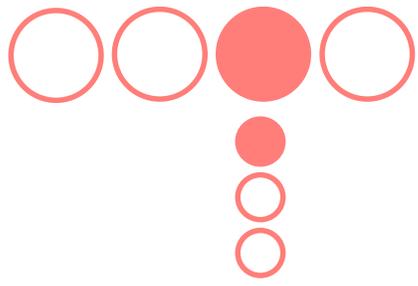
L'intensité prononcée des mouvements intercatégoriels de demandeurs d'emploi durant la crise à l'échelle du territoire semble bien être le produit d'une polarisation particulièrement aiguë des effets de la crise sur les travailleurs les plus fragiles, notamment les intérimaires qui ont fait figure de véritables variables d'ajustement au plus fort de la crise (2^{ème} trimestre) et du rebond (3^{ème} trimestre). Il est à cet égard évident que le secteur de l'intérim jouera un rôle important localement pour contrecarrer la hausse sensible du chômage.



Dynamique de l'emploi intérimaire dans la zone d'emploi

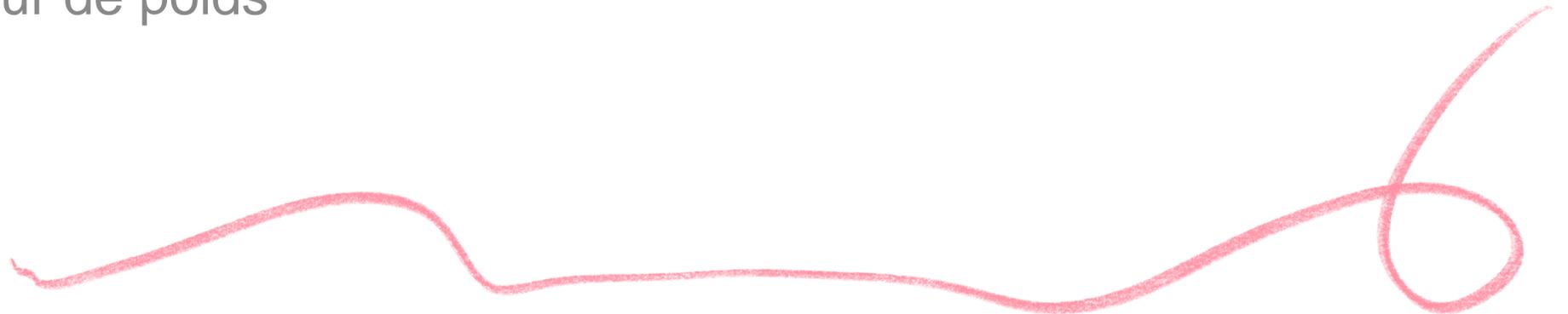
Un secteur qui joue la variable d'ajustement





L'intérim dans l'emploi du territoire avant la crise

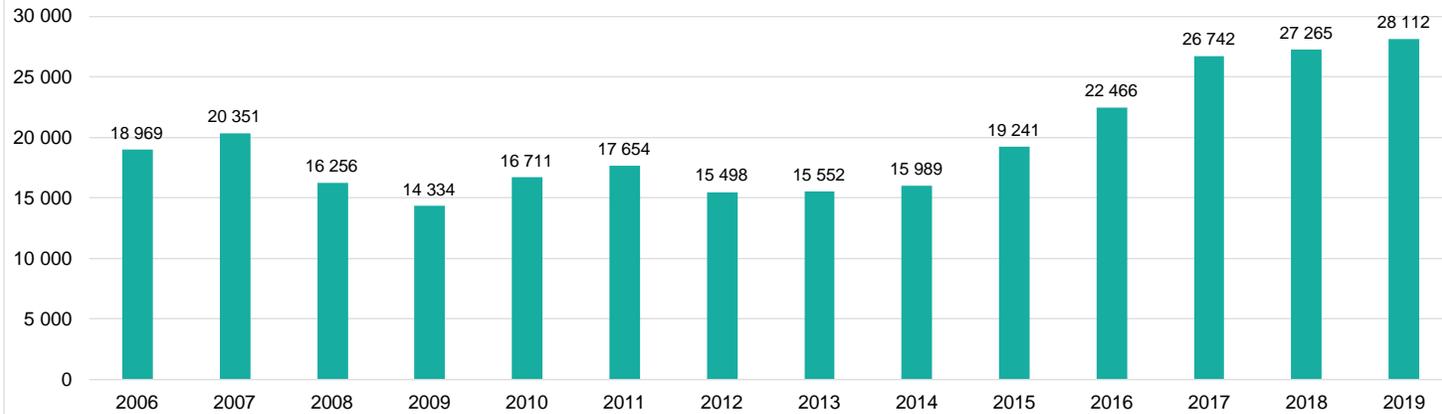
Un acteur de poids



Dynamique de l'emploi intérimaire avant la crise

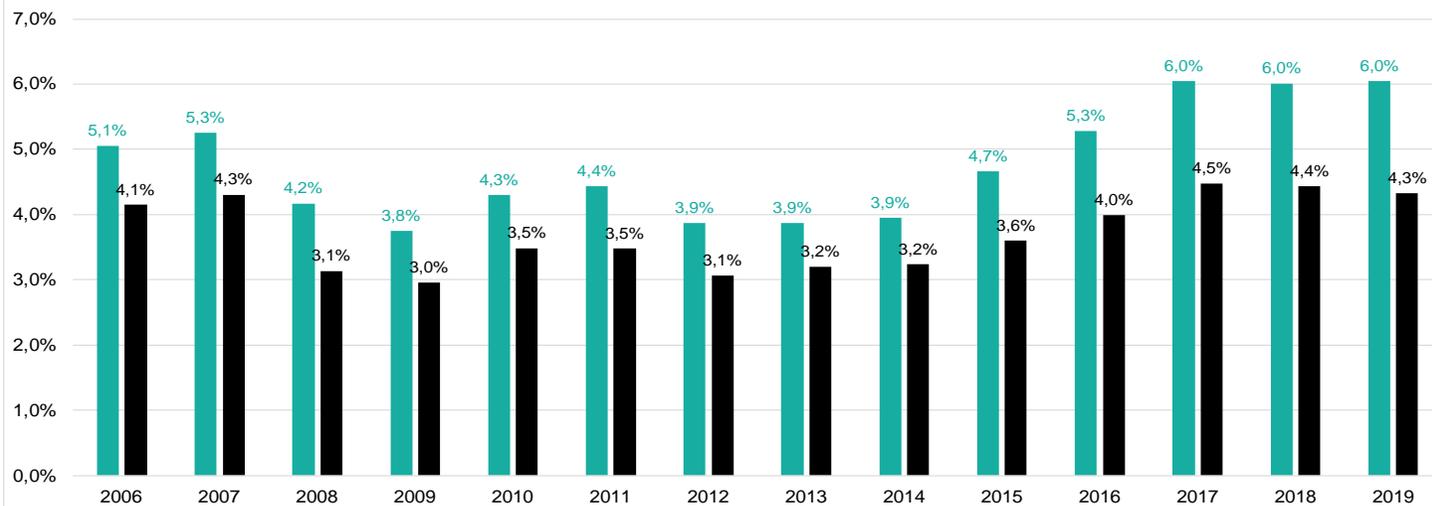
Le poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé local

Evolution du nombre d'emplois intérimaires recensé par les Urssaf au 31/12 de chaque année depuis 2006 dans les zones d'emploi



Source : Urssaf (au 31/12)

Poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé



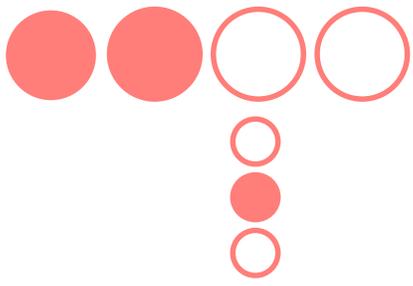
Source : Urssaf (au 31/12)

■ ZE Nantes - Saint Nazaire ■ France

L'Acoess permet de disposer d'informations statistiques sur le volume d'emplois salariés privés au 31 décembre de chaque année depuis 2006 au niveau de nomenclature d'activité le plus fin, la NAF732. Parmi les secteurs d'activité, figure le secteur *Activités des agences de travail temporaire* qui permet d'apprécier, en cohérence avec le volume d'emplois salariés privés, le poids des emplois intérimaires.

S'il ne s'agit pas ici de prétendre comptabiliser avec précision le poids de l'intérim dans l'emploi du territoire, il est intéressant de constater qu'il pèse d'un poids dans l'emploi salarié privé systématiquement supérieur à celui observé au niveau national, ce même en période de crise (cf. 2008-2009 et 2012-2014).

En tendance, les données nous montrent la forte volatilité de l'emploi intérimaire qui a subi lourdement les effets de la crise de 2008 (avec la crise financière, le volume d'emplois intérimaires passe de 20 351 emplois à 16 256 entre 2007 et 2008) et de 2011 (avec la crise des dettes souveraines, le nombre d'emploi intérimaires a diminué de 17 654 en 2011 à 15 498). Il a entamé son redressement à partir de 2014 pour dépasser son niveau maximal de 2007 à partir de 2016. Il aura fallu 9 ans pour que le stock d'emplois intérimaires d'avant la « Grande récession » se reconstitue. Depuis lors, sa progression a été constante jusqu'au déclenchement de la crise sanitaire.



Caractéristiques des intérimaires du territoire

Une approche à l'individu au lieu de résidence : l'approche parcours



Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

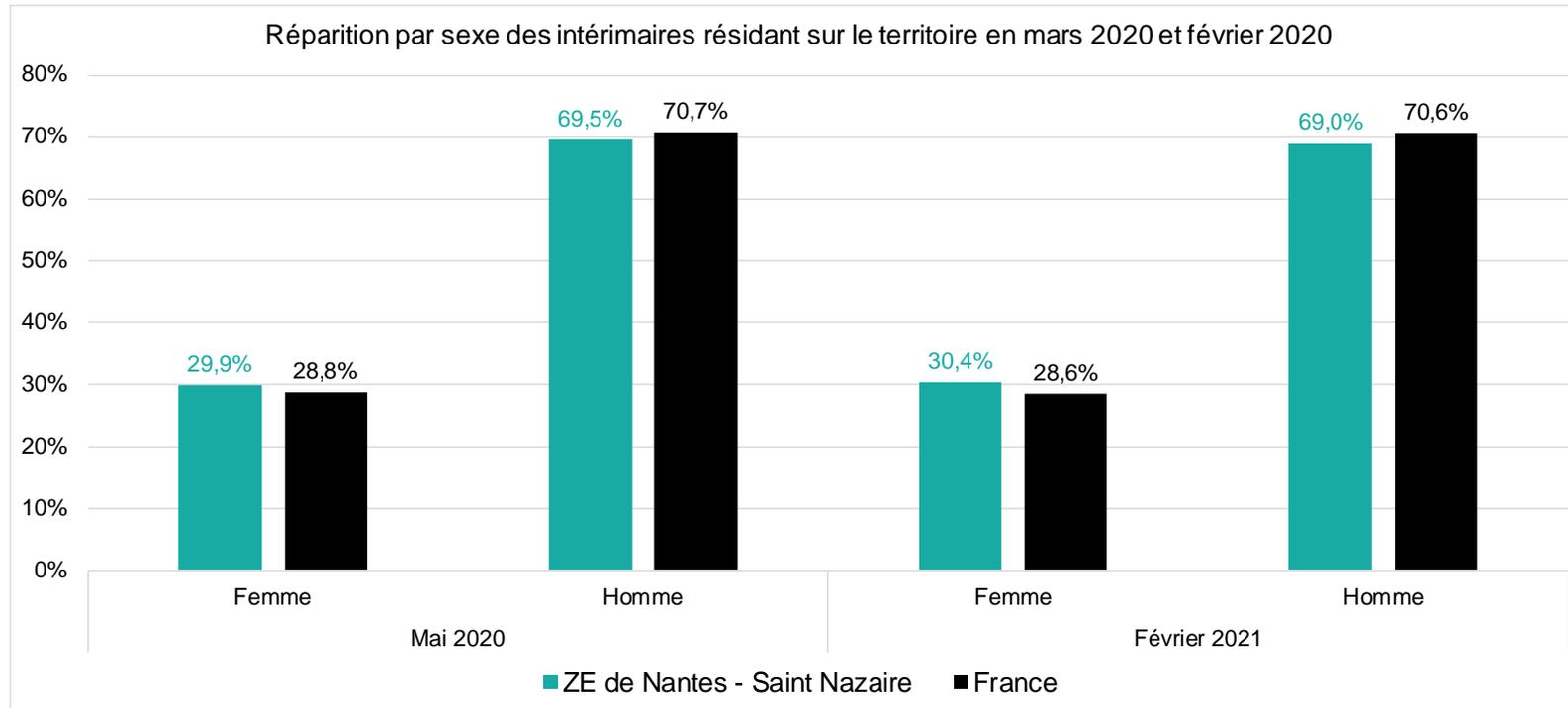
Par sexe : un profil marqué par une surreprésentation des hommes

Répartition des intérimaires par sexe en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020			Février 2021		
	Femme	Homme	Inconnu	Femme	Homme	Inconnu
ZE de Nantes - Saint Nazaire	994	2 309	20	1 349	3 062	29
France	229 837	563 182	3 671	314 936	776 843	9 028

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Avertissement : en raison d'une certaine instabilité des données dans le courant de l'année 2020, nous ne procéderons qu'à une mise en perspective temporelle de la structure des intérimaires entre mai 2020 et février 2021 dans ce chapitre.



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

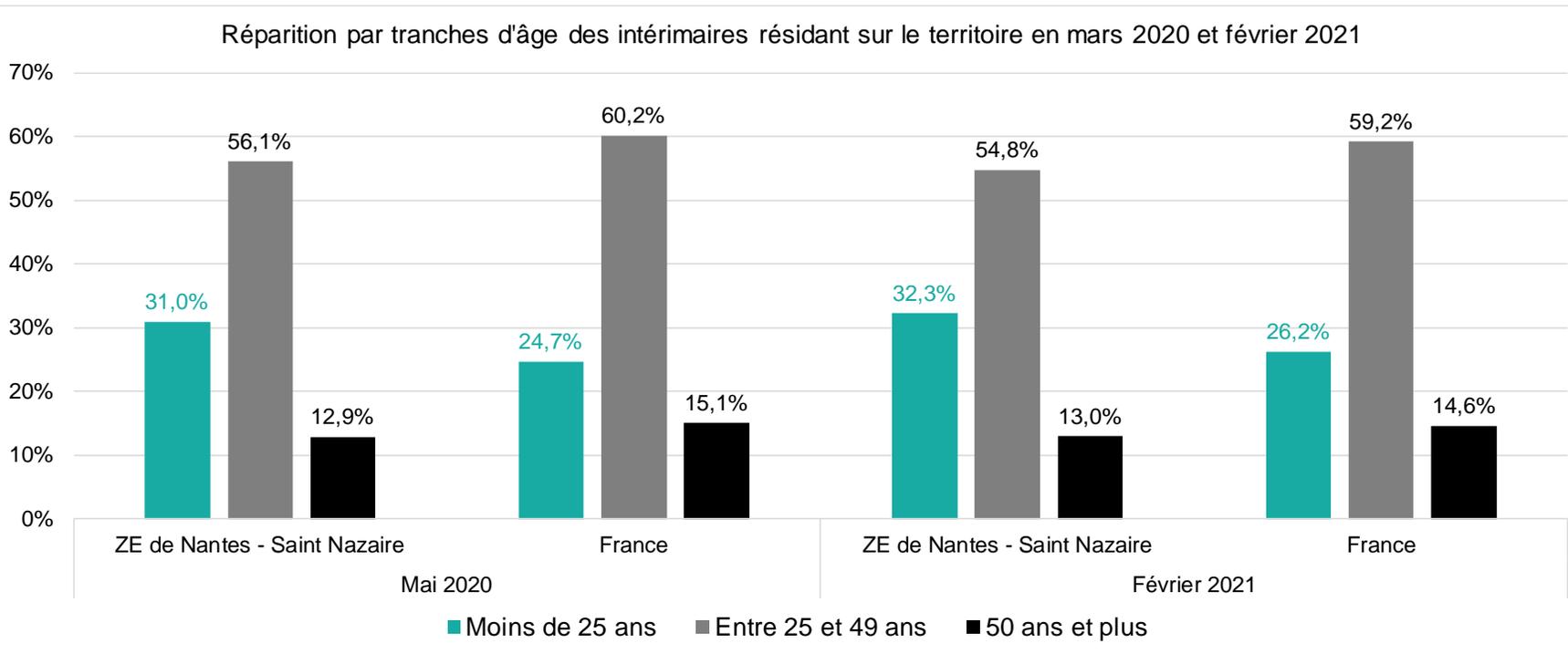
La proportion de femmes parmi les intérimaires résidants dans la zone d'emploi apparaît légèrement à ce que l'on peut observer au niveau national : 30,4 % des intérimaires qui résident sur le territoire sont des femmes contre 28,6 % en moyenne à l'échelle nationale.

On remarquera que la part des femmes dans la population intérimaire a progressé localement alors qu'elle a très légèrement diminué au niveau national.

Le profil type de l'intérimaire local reste encore, comme au niveau national, très masculin.

Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Par âge : un profil marqué par une surreprésentation des jeunes



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

La structure par âge des intérimaires qui résident sur le territoire se distingue de celle observée au niveau national par la relative jeunesse de ces derniers.

Le poids des intérimaires de moins de 25 ans apparaît effectivement nettement plus élevé localement qu'en moyennes en France (32,3 % contre 26,2 % en février 2021).

A contrario, tant la part des intérimaires locaux de 25-49 ans et de plus de 50 ans demeure inférieure à la moyenne.

On constatera de surcroît que la part des intérimaires de moins de 25 ans a plutôt augmenté localement avec la crise alors que celle des autres tranches d'âge tendait à diminuer.

Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois

Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2021	
	ZE de Nantes et Saint Nazaire	France	ZE de Nantes et Saint Nazaire	France
Moins de 7h	7,8%	8,7%	7,8%	7,0%
entre 7h et 21h	6,9%	7,7%	5,8%	6,9%
entre 21h et 35h	6,7%	6,7%	5,2%	6,0%
entre 35h et 70h	16,3%	15,1%	13,5%	13,6%
entre 70h et 105h	13,5%	13,6%	12,6%	13,2%
Plus de 105h	49,0%	48,4%	55,1%	53,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

La répartition des intérimaires du territoire en fonction de leur temps de travail mensuel se distingue de celle observée au niveau national.

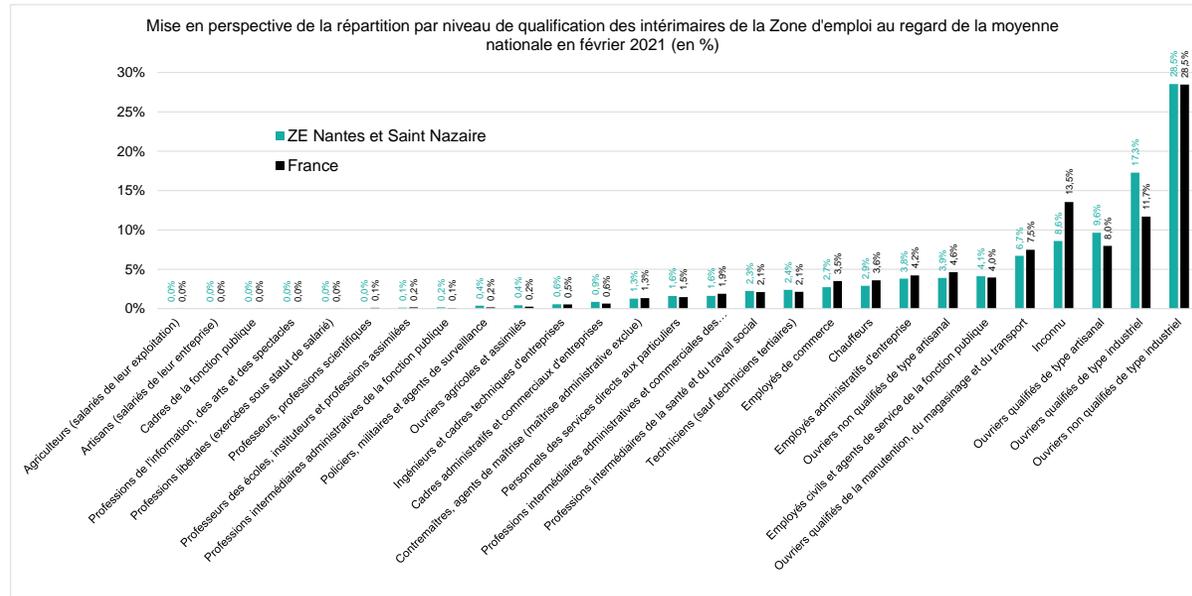
Parmi les faits les plus notables, on pourra observer que :

- la part des intérimaires ayant travaillé moins de 7 heures demeure localement légèrement supérieure à la moyenne en février 2021 (7,8 % contre 7 % au niveau national) alors qu'elle lui était inférieure en mai 2020 (7,8 % contre 8,7 %) ;
- en février 2021, plus de la majorité des intérimaires du territoire travaille plus de 105 heures par mois (55,1 % contre 53,2 % en moyenne au niveau national alors leur part n'était « que » de 49 % en mai 2020) ;
- en tendance, on observera que la répartition des intérimaires a sensiblement évolué avec la crise dans la zone d'emploi. Si la part des intérimaires travaillant un nombre d'heure réduit dans le mois a plutôt eu tendance à diminuer (particulièrement ceux travaillant entre 35 h et 70 heures), celle des intérimaires travaillant plus de 105 heures a fortement augmenté. Elle est devenue nettement supérieure à la moyenne locale avec la crise.



Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Répartition des intérimaires en fonction de leur niveau de qualification



Il convient d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition des intérimaires par niveau de qualification à l'échelle de la zone d'emploi dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids encore relativement élevé. Elle regroupe à elle seule un peu plus de 8 % de la population intérimaire de la zone d'emploi en février 2021. En dépit de ce biais, il reste malgré tout possible de disposer d'ordres de grandeur robustes pour analyser le profil en qualification de la population intérimaire qui réside sur le territoire et observer son évolution depuis mai 2020.

Les deux tableaux ci-contre permettent d'observer les faits suivants :

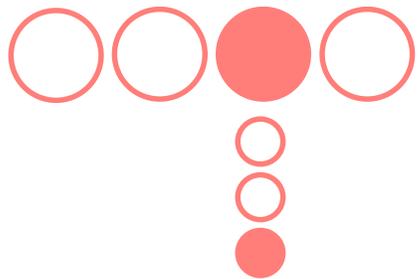
- le niveau de qualification *Ouvriers non qualifiés de type de industriel* est de très loin le plus représenté localement. Il regroupe 28,5 % de la population intérimaire de la zone d'emploi, soit un poids conforme à ce qui est observé au niveau national (28,5 %) ;
- Arrive ensuite le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 17,3 % de la population intérimaire locale en février 2021, soit une part très nettement supérieure à celle observée en moyenne (11,7 %) ;
- viennent ensuite les niveaux *Ouvriers qualifiés de type artisanal* (9,6 % de la population intérimaire contre 8 %) et dans une moindre mesure *Ouvriers qualifiés de la maintenance, du magasinage...* (6,7 % contre 7,5 %) et *Employés civils et agents de service de la fonction publique* (4,1 % contre 4 %) et.

La structure en qualification de la population intérimaire de la zone d'emploi ne semble pas avoir particulièrement évolué avec la crise. A l'exception des niveaux de qualification *Ouvriers non qualifiés de type industriel*, *Ouvriers qualifiés de type industriel* et *Ouvriers qualifiés de la maintenance...* dont la part a baissé de moins de 2 points sur la période, le poids des autres niveaux est resté plutôt stable.

Part et évolution du poids de la population intérimaire par niveau de qualification entre mai 2020 et février 2021 (en %)

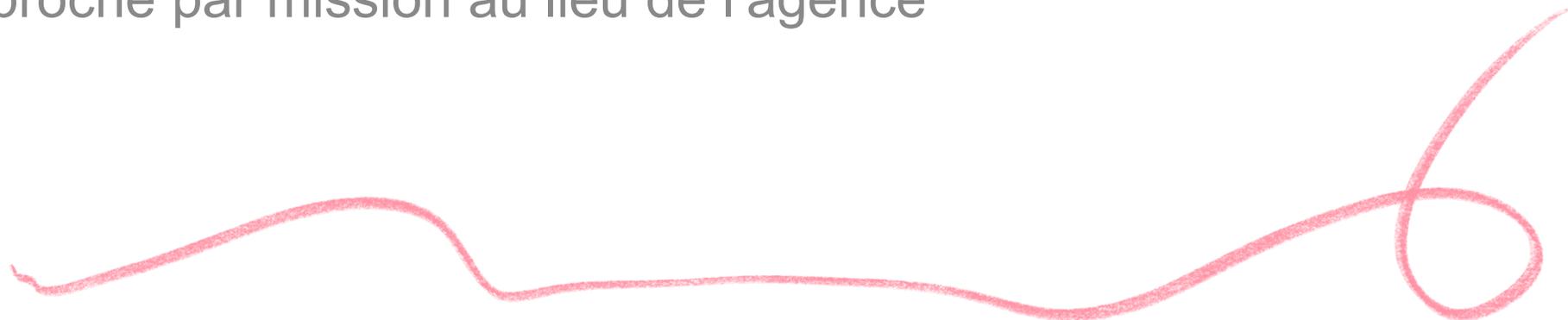
	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE Nantes et Saint Nazaire	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	26,8%	28,5%	1,8%	-0,5%
Ouvriers qualifiés de type industriel	18,9%	17,3%	-1,7%	-0,4%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	7,7%	9,6%	2,0%	1,2%
Inconnu	12,9%	8,6%	-4,3%	-1,8%
Ouvriers qualifiés de la maintenance, du magasinage et du transport	8,2%	6,7%	-1,5%	-0,5%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	3,6%	4,1%	0,6%	0,8%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	2,9%	3,9%	1,0%	0,7%
Employés administratifs d'entreprise	4,0%	3,8%	-0,2%	0,3%
Chauffeurs	2,4%	2,9%	0,5%	0,0%
Employés de commerce	2,8%	2,7%	-0,1%	0,0%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	2,9%	2,4%	-0,5%	-0,2%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,1%	2,3%	1,1%	0,4%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1,4%	1,6%	0,3%	0,0%
Personnels des services directs aux particuliers	0,9%	1,6%	0,7%	0,4%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	0,8%	1,3%	0,4%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0,7%	0,9%	0,2%	-0,1%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0,7%	0,6%	-0,1%	-0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,9%	0,4%	-0,4%	-0,2%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,3%	0,4%	0,1%	0,0%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professeurs, professions scientifiques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Artisans (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Cadres de la fonction publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Une approche par mission au lieu de l'agence



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en volume d'heures)

Répartition du volume d'heures travaillées suivant la durée des missions en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2021		
	ZE de Nantes	Saint Nazaire	ZE de Nantes	Saint Nazaire	
Moins de 1j		2,6%	5,1%	1,3%	2,5%
1j à 1 semaine		10,4%	14,9%	11,4%	16,9%
1 semaine à 2 semaine		6,3%	7,8%	10,0%	13,0%
2 semaines à 1 mois		17,7%	22,6%	22,9%	28,6%
1 à 3 mois		18,5%	17,0%	30,4%	24,8%
3 à 6 mois		9,3%	7,7%	7,0%	5,9%
6 à 12 mois		15,0%	11,5%	4,8%	2,9%
+ de 12 mois		20,3%	13,4%	12,3%	5,5%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

En février 2021, plus de la moitié du volume d'heures intérimaires de la zone d'emploi est réalisée dans le cadre de missions d'une durée comprise entre 2 semaines et 1 mois (22,9 %) et de 1 à 3 mois (30,4 %). Soit des proportions au global plutôt conformes à celles observées au niveau national (53,3 % contre 53,4 %).

Le poids de l'activité réalisée en missions « longues » (plus de 3 mois) apparaît localement très supérieur à celui observé au niveau national (elle représentent 24,1 % du volume d'heures travaillées dans la zone d'emploi contre 14,3 % au niveau national).

A contrario, les missions « courtes » (moins de 2 semaines), pèsent dans la zone d'emploi d'un poids inférieur de presque deux points à la moyenne nationale (22,7 % contre 32,3 %).

En tendance, on relèvera surtout que, comme au niveau national, la part des missions « longues » dans l'activité intérimaire de la zone d'emploi s'est littéralement effondrée avec la crise, passant de 44,6 % en mai 2020 à 24,1 % en février 2021.



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires entre mai 2020 et février 2021

Evolution du poids des intérimaires en CDI Intérimaires entre mai 2020 et février 2021 (en % du volume d'heures travaillées)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. Mai 2020 - Février 2021
ZE de Nantes-Saint-Nazaire	5,1%	14,0%	9,0%
Pays de la Loire	6,2%	8,9%	2,6%
France	6,4%	5,2%	-1,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Lecture : En février 2021, la part des intérimaires de la ZE en CDII dans la population intérimaire s'élevait à 14 % contre 5,2 % en France. Elle a progressé de 9 points de % sur la période...

Inférieure à la moyenne nationale au début de la crise, la part des intérimaires en CDII de la zone d'emploi a très fortement augmenté entre mai 2020 et février 2021 (+ 10,6 points contre 3,6 points au niveau national).

Leur part est ainsi passée de 5,1 % à 14 %, soit un poids très nettement supérieur à celui observé au niveau national (5,2 %).



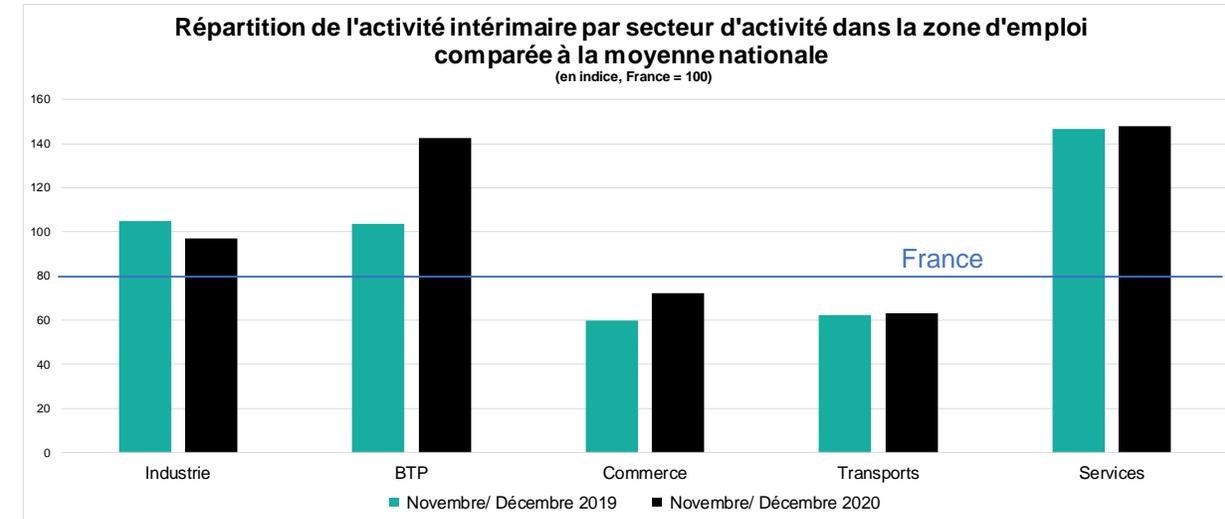
Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution du poids de l'activité intérimaire par secteur d'activité durant la crise (en équivalent temps plein)

Répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité en novembre/décembre 2019 et Novembre/Décembre 2020 (en volume d'heures rapportées en équivalent temps plein)

	Structure Novembre/ Décembre 2019		Structure Novembre/ Décembre 2020	
	ZE Nantes - Saint Nazaire	France	ZE Nantes - Saint Nazaire	France
Industrie	45,5%	43,4%	40,4%	41,6%
BTP	13,2%	12,7%	16,8%	11,8%
Commerce	6,0%	10,1%	6,8%	9,4%
Transports	10,3%	16,6%	13,9%	22,0%
Services	25,0%	17,0%	22,1%	15,0%

Source : Baromètre Prism'emploi



Source : Calcul d'après Baromètre Prism'emploi

La structure sectorielle de l'activité intérimaire à l'échelle des deux zones d'emploi se distingue sensiblement de celle observée en moyenne à l'échelle nationale :

- si l'industrie demeure, comme au niveau national, le secteur d'activité qui recourt le plus à l'activité intérimaire, arrive en seconde position le secteur des services alors qu'il s'agit des transports au niveau national en fin d'année 2020 ;
- le poids relatif du transport dans l'activité intérimaire, bien qu'en hausse, demeure sensiblement inférieur à la moyenne nationale ;
- a contrario, et bien qu'en baisse sensible, celui des services apparaît nettement supérieur à la moyenne.

Sous le poids de la crise, la structure sectorielle de l'activité intérimaire des deux zones d'emploi a été sensiblement modifiée entre novembre/décembre 2019 et novembre/décembre 2020 : si la part de l'activité intérimaire dans le BTP, les Transports et dans une moindre mesure le Commerce a augmenté, elle a fortement diminué dans l'industrie (- 4,9 points de baisse) et plus légèrement dans les Services.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)

Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapportées en équivalent temps plein)

	janv-20	févr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Nantes/Saint-Nazaire	-4,2%	5,8%	-51,1%	-41,2%	-31,0%	-24,1%	-18,9%	-19,9%	-26%	-34,1%
France	-7,0%	-4,7%	-47,2%	-38,8%	-25,9%	-19,4%	-16,0%	-10,2%	-14,4%	-11,5%
Industrie-Nantes/Saint-Nazaire	-20,7%	9,4%	-47,2%	-42,9%	-35,1%	-33,7%	-26,2%	-42,8%	-32%	-43,6%
Industrie France	-14,2%	-9,0%	-47,8%	-43,1%	-31,1%	-24,2%	-20,7%	-14,9%	-16,0%	-17,1%
BTP-Nantes/Saint-Nazaire	-13,1%	-0,6%	-62,6%	-42,5%	-20,0%	-15,7%	-8,6%	-8,2%	-8%	-13,3%
BTP France	0,5%	-1,1%	-61,0%	-37,6%	-25,0%	-13,3%	-17,9%	-15,6%	-19,7%	-18,7%
Commerce-Nantes/Saint-Nazaire	-18,9%	4,1%	-43,9%	-29,5%	-29,5%	-8,5%	-5,7%	8,5%	-35%	-6,0%
Commerce France	-2,9%	-3,8%	-43,6%	-29,4%	-15,8%	-8,6%	-8,8%	-6,8%	-26,3%	-11,0%
Transports-Nantes/Saint-Nazaire	125,5%	7,3%	-18,1%	-35,6%	-41,1%	-16,5%	0,2%	14,9%	-8%	-3%
Transports France	3,0%	4,2%	-25,4%	-18,8%	-11,1%	-11,7%	7,6%	15,0%	13,8%	17,0%
Services-Nantes/Saint-Nazaire	12,7%	2,3%	-67,1%	-42,3%	-23,6%	-14,4%	-24,2%	9,5%	-29,7%	-47,0%
Services France	-1,0%	-2,2%	-53,3%	-48,3%	-30,5%	-24,8%	-24,4%	-15,5%	-24,7%	-22,3%

Source : Baromètre Prism'emploi

Note : Les données de mars et avril ne pas présentées pour des raisons méthodologiques

Les données fournies par Prism'emploi permettent de réaliser une première analyse des impacts de la crise sur l'activité intérimaire à l'échelle des deux zones d'emploi.

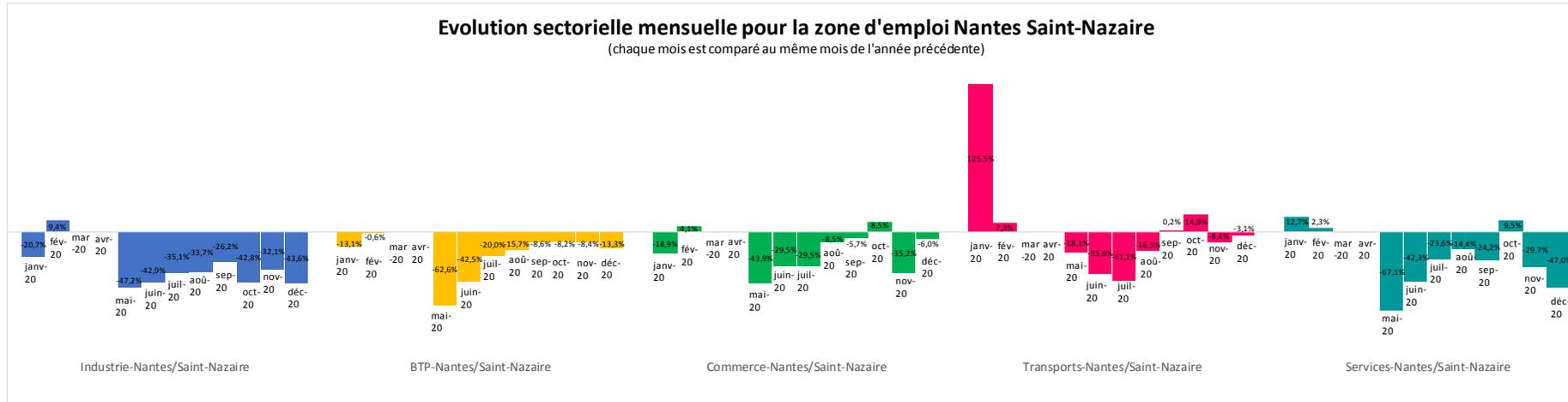
Si la baisse de l'activité est constante entre les mois de l'année 2020 et ceux de 2019 (hormis pour février), on notera qu'elle apparaît systématiquement plus intense localement qu'en moyenne au niveau national. Et que comme au niveau national, le ralentissement de l'activité a atteint son paroxysme durant les mois de mai et juin, conséquence évidente du premier confinement et au mois de décembre (période durant laquelle l'activité intérimaire locale apparaît deux fois plus impactée qu'au niveau national).

Sur le plan sectoriel, on relèvera les faits suivants :

- tous les secteurs d'activité ont été fortement impactés ;
- l'activité dans le secteur de l'Industrie a localement été bien plus impactée qu'en moyenne au niveau national, ce particulièrement à partir du mois d'août ;
- hormis aux mois de mai et juin, l'activité dans le BTP a subi des baisses d'activité plus modérées qu'en moyenne au niveau national ;
- L'activité intérimaire dans le secteur du commerce a subi une évolution assez chaotique : très impactée (et de manière conforme à la tendance nationale) aux mois de mai et juin, elle apparaît fortement sur-impactée en juillet avant de plutôt bien résister en août et septembre et même de redémarrer en octobre dans un contexte national pourtant à la baisse. Le mois de novembre sera en revanche marquée par une nouvelle baisse d'activité très intense tandis que le mois de décembre se traduira plutôt par une certaine résistance de l'activité ;
- l'activité dans le secteur des transports a elle aussi été très volatile : très impactée en mai, et surtout juin et juillet, elle se redresse en septembre et octobre résiste en août et septembre avant de se rétracter à nouveau en novembre et décembre dans un contexte national pourtant reparti à la hausse ;
- Enfin, le volume d'activité dans le secteur des services a été lui aussi été très impacté, particulièrement aux mois de mai, novembre et décembre (hormis durant le mois d'octobre durant lequel l'activité s'est redressée).

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)



Source : Baromètre Prism'emploi

Note : Les données de mars et avril ne pas présentées pour des raisons méthodologiques

La vue d'ensemble de la dynamique sectorielle de l'activité intérimaire dans le courant de l'année 2020 nous permet de percevoir plus aisément les impacts de la crise à l'échelle des zones d'emploi et de distinguer des trajectoires sectorielles spécifiques.

- l'activité intérimaire dans l'**industrie**, bien que toujours en baisse entre décembre 2019 et décembre 2020, a subi une dynamique baissière relativement constante entre mai et décembre ;
- l'activité intérimaire dans le **BTP** a enregistré une trajectoire en L inversé. Très impactée en début de crise (c'est le secteur qui apparaît le plus impacté au mois de mai avec l'activité dans les services), la baisse ralentit au fil des mois avant de croître à nouveau légèrement à partir d'octobre. La fin d'année reste néanmoins sensiblement moins lourde qu'au début de la crise ;
- l'activité intérimaire dans le **commerce** a suivi nous l'avons dit une trajectoire plutôt aléatoire marquée par de fortes baisses de mai à juillet, une amélioration progressive entre août et octobre avant que l'activité ne s'effondre à nouveau en novembre ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **transports** est peut-être celle qui apparaît la moins impactée à l'échelle du territoire. Marquée par une baisse croissante de mai à juillet, l'activité se redresse à partir d'août jusqu'à octobre, mois durant lequel elle redémarre sensiblement avant à nouveau de ralentir, mais de manière modérée en novembre et surtout décembre (mois durant lequel l'activité est presque conforme à son niveau de décembre 2019) ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **services** a suivi une trajectoire en U inversé. Très impactée à la baisse en mai et juin, le niveau atteint un plateau entre juillet et septembre, redémarre en octobre avant à nouveau de s'effondrer en novembre et décembre à des rythmes assez conforme au début de période.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Les principaux secteurs d'activité (à la nomenclature d'activité la plus fine – NAF700) dans lesquels travaillent les intérimaires de la zone de l'emploi

Les secteurs d'activité qui généraient le plus d'activité intérimaire dans la zone d'emploi en février 2021 (en % du volume d'heures)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Nantes - Saint Nazaire	Evo. France
Inconnu	20,6%	25,6%	5,0%	-2,3%
Activités des agences de travail temporaire	7,1%	4,7%	-2,3%	-2,8%
Entreposage et stockage non frigorifique	5,2%	2,8%	-2,5%	-0,1%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1,7%	2,7%	1,0%	0,5%
Construction de véhicules automobiles	3,1%	2,7%	-0,4%	-0,1%
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1,0%	2,0%	1,1%	1,0%
Ingénierie, études techniques	0,7%	1,8%	1,1%	0,2%
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	1,1%	1,7%	0,6%	0,6%
Travaux de peinture et vitrerie	0,7%	1,7%	0,9%	0,4%
Travaux de menuiserie bois et PVC	0,6%	1,5%	0,9%	0,3%
Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	1,0%	1,5%	0,4%	0,4%
Construction d'autres bâtiments	0,9%	1,3%	0,5%	0,3%
Construction de navires et de structures flottantes	1,2%	1,2%	0,0%	0,0%
Affrètement et organisation des transports	2,1%	1,2%	-0,9%	-0,2%
Transports routiers de fret interurbains	1,0%	1,2%	0,2%	0,1%
Travaux de plâtrerie	0,5%	1,1%	0,7%	0,2%
Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	1,0%	1,1%	0,1%	0,1%
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	0,9%	1,0%	0,1%	0,2%
Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	0,4%	1,0%	0,6%	0,1%
Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules	0,3%	0,9%	0,7%	0,0%
Fabrication de plats préparés	0,9%	0,9%	0,0%	-0,1%
Construction de réseaux électriques et de télécommunications	0,9%	0,9%	0,0%	0,1%
Activités des sièges sociaux	0,6%	0,8%	0,2%	0,0%
Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	0,2%	0,8%	0,6%	0,2%
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	0,5%	0,7%	0,2%	0,2%
Travaux d'isolation	0,4%	0,7%	0,3%	0,1%
Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	1,0%	0,7%	-0,3%	-0,1%
Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	0,1%	0,7%	0,6%	0,0%
Travaux de revêtement des sols et des murs	0,2%	0,6%	0,4%	0,1%
Autres intermédiations monétaires	0,7%	0,6%	-0,1%	-0,1%
Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	0,5%	0,6%	0,1%	0,0%
Transports routiers de fret de proximité	0,7%	0,5%	-0,2%	0,0%

Il est possible grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, de disposer d'une analyse sectorielle plus fine de l'activité intérimaire durant la crise. S'il convient là encore d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité à l'échelle de la ZE dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids élevé, elles nous permettent de disposer d'ordres de grandeur robustes.

Le tableau ci-contre nous permet d'observer que :

- derrière le secteur *Activités des agences de travail temporaire*, c'est le secteur d'activité *Entreposage et stockage non frigorifique* qui concentre le plus important volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la zone d'emploi. On notera que sa part dans le volume d'heures travaillées a fortement baissé localement entre mai 2020 et février 2021 (- 2,5 points de % contre - 0,1 point au niveau national) ;
- viennent derrière, dans des proportions similaires, 3 secteurs d'activité :
 - *Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment*, dont le poids a plutôt progressé ;
 - *Construction de véhicules automobiles* ;
 - *Travaux d'installation électrique dans tous locaux*.

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

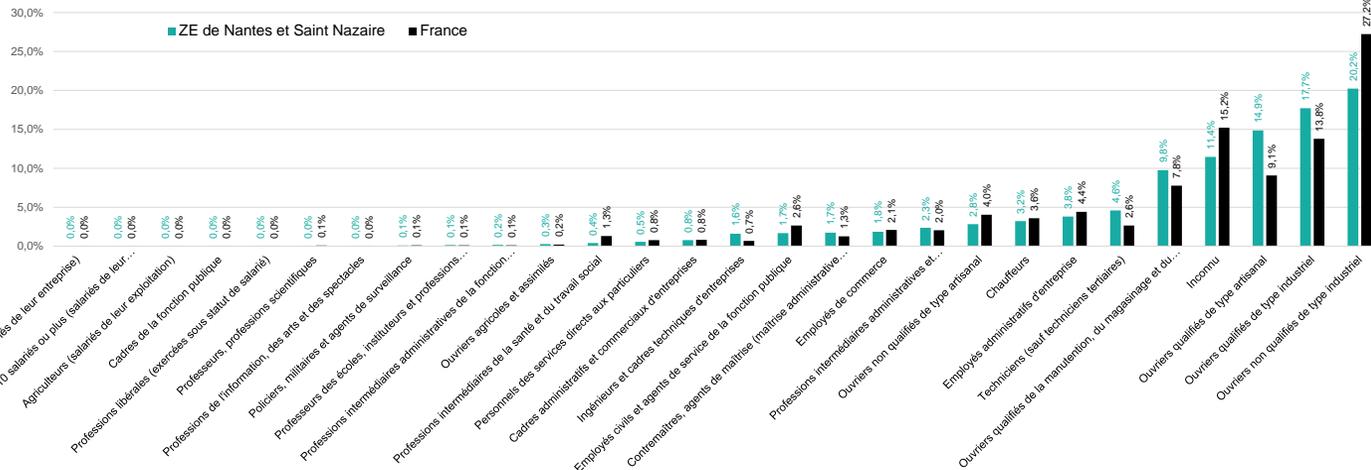
Note : Les secteurs d'activité sont classés par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021. Ne sont retenus ici que les principaux secteurs observés à l'échelle de la ZE

Lecture : 4,8 % du volume d'activité intérimaire comptabilisée dans la ZE en février 2021 était concentrée dans le secteur *Activités des agences de travail temporaire*...

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Volume d'activité intérimaire par qualification

Mise en perspective de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification en mai 2020 et février 2021 (en %)



Evolution de la part de l'activité intérimaire par niveau de qualification dans la ZE de Lille entre mai 2020 et février 2021 (volume d'heures en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Nantes et Saint Nazaire	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	17,9%	20,2%	2,3%	-0,8%
Ouvriers qualifiés de type industriel	21,2%	17,7%	-3,5%	0,3%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	8,6%	14,9%	6,2%	2,2%
Inconnu	18,0%	11,4%	-6,5%	-0,9%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	9,6%	9,8%	0,2%	-0,7%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	4,7%	4,6%	-0,1%	-0,3%
Employés administratifs d'entreprise	4,0%	3,8%	-0,2%	-0,1%
Chauffeurs	2,5%	3,2%	0,7%	0,0%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	1,9%	2,8%	0,9%	0,7%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2,3%	2,3%	0,0%	-0,2%
Employés de commerce	1,9%	1,8%	0,0%	-0,1%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	1,9%	1,7%	-0,2%	-0,1%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1,3%	1,7%	0,4%	0,3%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	2,1%	1,6%	-0,5%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0,9%	0,8%	-0,1%	-0,1%
Personnels des services directs aux particuliers	0,4%	0,5%	0,2%	0,1%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	0,3%	0,4%	0,1%	0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,4%	0,3%	-0,1%	-0,2%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,1%	0,1%	0,0%	-0,1%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professeurs, professions scientifiques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Cadres de la fonction publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Artisans (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

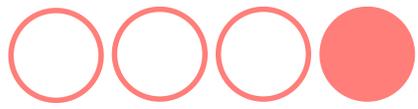
Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Note : Les qualifications sont classées par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la ZE

Toujours grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, il est également possible de disposer d'une analyse de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification (avec les mêmes réserves méthodologiques que précédemment).

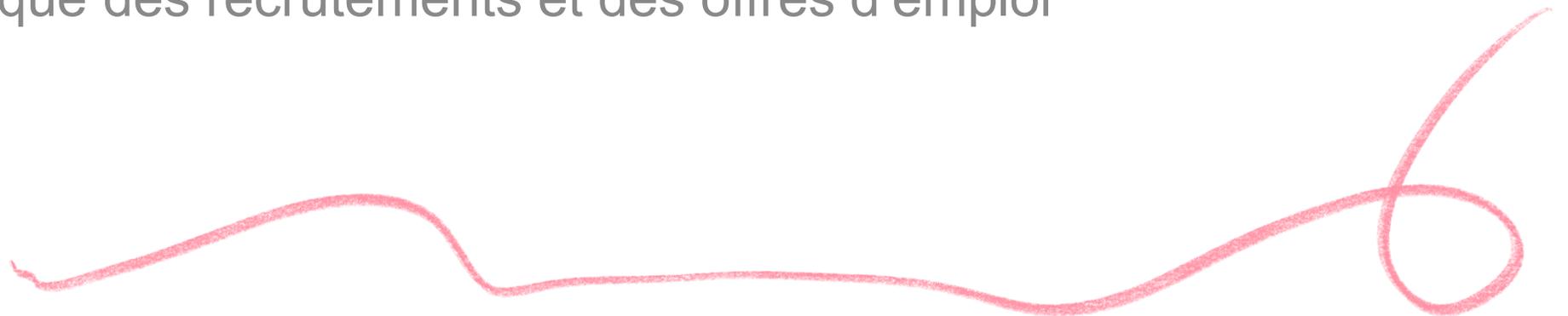
Les deux tableaux ci-contre nous permettent d'observer les faits suivants :

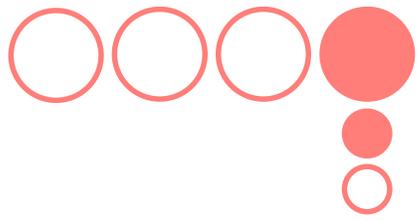
- le niveau de qualification le plus recherché en intérim sur la zone d'emploi demeure de loin le niveau *Ouvriers non qualifiés de type industriel* qui concentre 20,2 % des heures travaillées en intérim en février 2021, soit une part néanmoins très sensiblement inférieure à celle observée au niveau national (27,2 %) ;
- arrive en seconde position le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 17,7 % de l'activité intérimaire locale contre 13,8 % au niveau national ;
- puis les niveaux de qualification *Ouvriers qualifiés de type artisanal*, plutôt surreprésenté avec 14,9 % de la population intérimaire contre 9,1 % au niveau national, *Ouvriers qualifiés de la manutention...* (9,8 % contre 7,8 %) et *Techniciens (sauf techniciens tertiaires)* (4,6 % contre 2,6 %) ;
- la structure en qualification de l'activité intérimaire locale a sensiblement évolué avec la crise. Sa transformation a été portée :
 - d'un côté, par la baisse sensible du poids des *Ouvriers qualifiés de type industriel* (- 3,5 points de %) ;
 - de l'autre, par la progression significative de la part des *Ouvriers qualifiés de type artisanal* et des *Ouvriers non qualifiés de type industriel* (+ 2,3 points de % contre - 0,8 point au niveau national).



Quelles perspectives pour une éventuelle relance du marché du travail

Dynamique des recrutements et des offres d'emploi





Les métiers les plus recherchés par les entreprises du territoire depuis le démarrage de la crise

Une approche par les offres d'emploi recensées par Adecco



Dynamique des offres d'emploi depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3^{ème} trimestre 2020 (tous types de contrat confondus)

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
SUPPORT A L'ENTREPRISE	8 663	9 921	6 223	9 242
INDUSTRIE	5 394	5 714	3 771	5 511
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	4 340	4 689	3 312	5 252
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	3 932	3 971	3 517	4 843
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	3 167	3 499	2 733	4 401
INSTALLATION ET MAINTENANCE	3 199	3 756	2 699	4 342
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	3 983	4 568	2 833	4 319
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	1 761	1 883	823	1 377
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	1 269	1 585	1 049	1 328
SPECTACLE	1 074	1 200	790	1 138
SANTE	832	1 012	1 058	1 100
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	861	960	742	861
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	357	409	333	380
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	12	21	13	11
Total	38 844	43 188	29 896	44 105

Source : Adecco Analytics

Evolution du nombre d'offres d'emploi par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 (tous types de contrat confondus)

	ZE Nantes - Saint Nazaire		France	
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	1 234	39,0%	19 853	16,3%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	1 143	35,7%	31 547	26,2%
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	912	21,0%	30 104	18,1%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	911	23,2%	46 074	27,9%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	579	6,7%	-8 293	-2,5%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	336	8,4%	8 324	5,3%
SANTE	268	32,2%	36 809	57,7%
INDUSTRIE	117	2,2%	9 382	5,4%
SPECTACLE	64	6,0%	-4 051	-10,1%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	59	4,6%	7 807	14,1%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	23	6,4%	1 170	7,8%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	0	0,0%	6 918	25,4%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	-1	-8,3%	37	4,2%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	-384	-21,8%	10 941	16,5%
Total	5 261	13,5%	196 622	13,1%

Source : Adecco Analytics

Le nombre d'offres d'emploi recensé par Adecco Analytics à l'échelle des deux zones d'emploi a sensiblement augmenté entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020. Il est passé de 38 844 au 4^{ème} trimestre 2019 à 44 105 au 3^{ème} trimestre 2020 après s'être littéralement effondré au 2^{ème} trimestre (29 896 offres recensées), soit une hausse de + 13,5 % dans un contexte national lui aussi à la hausse (+ 13,1 %).

Au 3^{ème} trimestre, les métiers qui semblent les plus recherchés dans les zones d'emploi sont de très loin les métiers de *Support à l'entreprise* (9 242 offres), de *l'Industrie* (5 511 offres), *Transport et de la logistique* (5 252 offres) et dans une moindre mesure ceux de *Services à la personne et à la collectivité* (4 843 offres). Les secteurs de la *Construction, Installation et maintenance* et *Commerce – vente et grande distribution* et arrivent derrière avec respectivement 4 401, 4 342 et 4 319 offres.

L'évolution des offres par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 a été plutôt homogènes à l'échelle des zones d'emploi. Seul le secteur de *l'Hôtellerie – restauration* a enregistré une baisse significative sur la période. A contrario, les secteurs de la *Construction, Installation et maintenance, Transports et logistique* et *Services à la personne et à la collectivité* ont enregistré des progressions tout à fait favorables presque systématiquement supérieures à la tendance nationale.

Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi en travail temporaire recensées au 3^{ème} trimestre 2020

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
INDUSTRIE	1 957	1 784	1 190	1 891
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	1 390	1 354	1 114	1 835
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	1 268	1 180	1 004	1 562
INSTALLATION ET MAINTENANCE	800	837	608	1 165
SUPPORT A L'ENTREPRISE	953	943	510	924
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	587	552	323	595
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	458	368	256	421
SPECTACLE	368	329	269	382
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX AN	333	290	214	274
SANTE	94	97	100	147
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	136	100	33	108
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	91	89	49	74
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	31	33	15	20
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	3	8	2	4
Total	8 469	7 964	5 687	9 402

Source : Adecco Analytics

Evolution du nombre d'offres d'emploi en travail temporaire par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020

	ZE Nantes - Saint Nazaire		France	
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	445	32,0%	17 897	35,5%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	365	45,6%	10 328	35,8%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	294	23,2%	10 135	22,3%
SANTE	53	56,4%	6 900	89,2%
SPECTACLE	14	3,8%	-2 093	-16,4%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	8	1,4%	1 764	11,8%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	1	33,3%	116	70,3%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	-11	-35,5%	-365	-25,3%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	-17	-18,7%	-657	-18,1%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	-28	-20,6%	687	14,0%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-29	-3,0%	-2 379	-7,8%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	-37	-8,1%	177	1,2%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX AN	-59	-17,7%	1 134	13,6%
INDUSTRIE	-66	-3,4%	4 411	8,4%
Total	933	11,0%	48 055	17,4%

Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur les offres d'emploi en contrat intérimaire qu'observe-t-on ?

Le nombre d'offres d'emploi en intérim recensé par Adecco Analytics à l'échelle des zones d'emploi a augmenté entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020. Il est passé de 8 469 offres au 4^{ème} trimestre 2019 à 9 402 au 3^{ème} trimestre 2020 après avoir fortement chuté au 2^{ème} trimestre (5 687 offres recensées), soit une hausse de + 11 % dans un contexte national lui aussi à la hausse (+ 17,4 %).

Au 3^{ème} trimestre, les métiers en intérim qui semblent les plus recherchés dans les zones d'emploi sont de loin les métiers de l'Industrie (1 891 offres), du Transport et de la logistique (1 835 offres), de la Construction (1 562 offres), et dans une moindre mesure de Installation et maintenance (1 165 offres). On voit que la hiérarchie des métiers recherchés dans l'intérim diffère de celle observée pour tous les types de contrat.

Les métiers qui ont vu leur nombre d'offres en intérim progresser le plus rapidement entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 sont ceux du Transport et logistique (+ 445 offres supplémentaires), du secteur Installation et de maintenance (+ 365 offres) et de la Construction (+ 294 offres supplémentaires). On observera que le nombre de secteurs proposant un nombre d'offres en intérim à la baisse est beaucoup plus important que pour l'ensemble des contrats. Parmi les secteurs qui ont subi l'impact le plus lourd, on retrouve l'Industrie (66 offres en moins), l'Agriculture (59 offres en moins) et les Services à la personne et à la collectivité (37 offres en moins).

Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier détaillé entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi en travail temporaire recensées au 3^{ème} trimestre 2020 : une approche plus détaillée

	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	Zone d'emploi - Taux de visibilité des offres en travail temporaire	France - Taux de visibilité des offres en travail temporaire
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	847	778	571	854	19,9%	16,4%
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	316	362	414	741	50,6%	42,5%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	645	585	380	627	44,1%	30,7%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	490	485	428	621	33,0%	34,3%
SECOND OEUVRE	496	386	327	607	38,8%	38,5%
VEHICULES, ENGINs, AERONEFS	349	427	295	540	100,0%	100,0%
TECHNICIENS DU SPECTACLE	364	324	264	374	100,0%	100,0%
FORCE DE VENTE	302	323	169	336	39,5%	24,7%
BOIS	338	280	208	327	65,8%	65,6%
SECRETARIAT ET ASSISTANCE	363	372	180	323	26,6%	20,1%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	214	199	148	277	74,5%	52,8%
COMPTABILITE ET GESTION	172	175	120	224	35,8%	36,4%
NETTOYAGE ET PROPRETE INDUSTRIELS	266	222	133	214	9,0%	5,5%
PRODUCTION	269	238	158	203	100,0%	100,0%
ALIMENTAIRE	205	148	165	190	29,9%	18,0%
TRAVAUX D'ACCES DIFFICILE	156	128	121	179	100,0%	100,0%
SYSTEMES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION	173	160	83	170	100,0%	100,0%
ENTRETIEN TECHNIQUE	69	67	38	144	100,0%	40,5%
PREPARATION ET CONDITIONNEMENT	119	105	74	132	17,6%	17,0%
RESSOURCES HUMAINES	130	148	88	126	100,0%	96,5%
CONCEPTION ET ETUDES	92	136	86	118	69,1%	64,3%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	99	91	61	118	38,8%	22,4%
GRANDE DISTRIBUTION	127	116	67	117	17,0%	8,8%
TRAITEMENTS THERMIQUES ET TRAITEMENTS DE SURFACES	95	112	53	107	36,4%	14,5%
COMMERCE ALIMENTAIRE ET METIERS DE BOUCHE	96	82	61	100	11,0%	5,6%

Source : Adecco Analytics

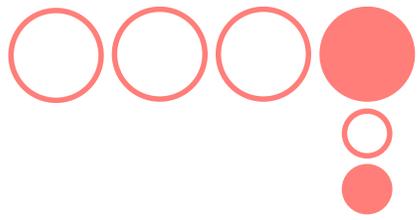
Champ : Plus de 20 offres d'emploi enregistrées au 3^{ème} trimestre 2020

Le tableau ci-contre offre une représentation des offres d'emploi :

- plus détaillée par métiers;
- croisée avec leur taux visibilité à l'échelle de la zone d'emploi mis en perspective avec le niveau national.

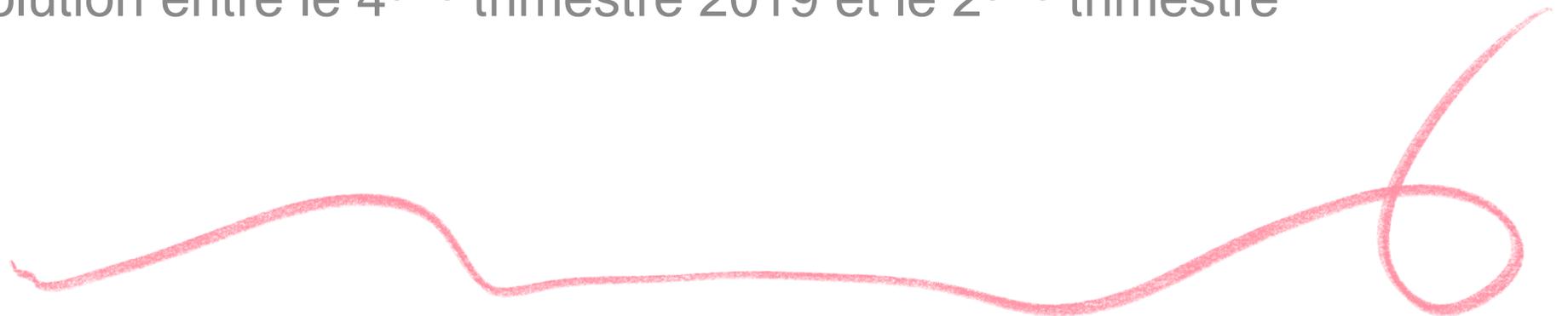
Sans rentrer dans les détails du tableau, on observera les faits structurants suivants :

- on retrouve bien parmi les principaux métiers recherchés les métiers du Transport et de la logistique et du BTP ; métiers dont les offres apparaissent modérément visibles ;
- le taux de visibilité des offres apparaît extrêmement variable d'un métier à l'autre. Parmi les principaux métiers recherchés, il est :
 - faible pour les métiers de *Magasinage, manutention...* ;
 - Modéré pour les métiers de *Personnel de conduite, Mécanique, travail des métaux et outillage, Travaux et gros œuvre et Second œuvre* ;
 - Elevé pour les métiers de conduite de *Véhicules, engins, aéronefs* et de *Techniciens du spectacle*.



Perspectives de recrutements

Une évolution entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020



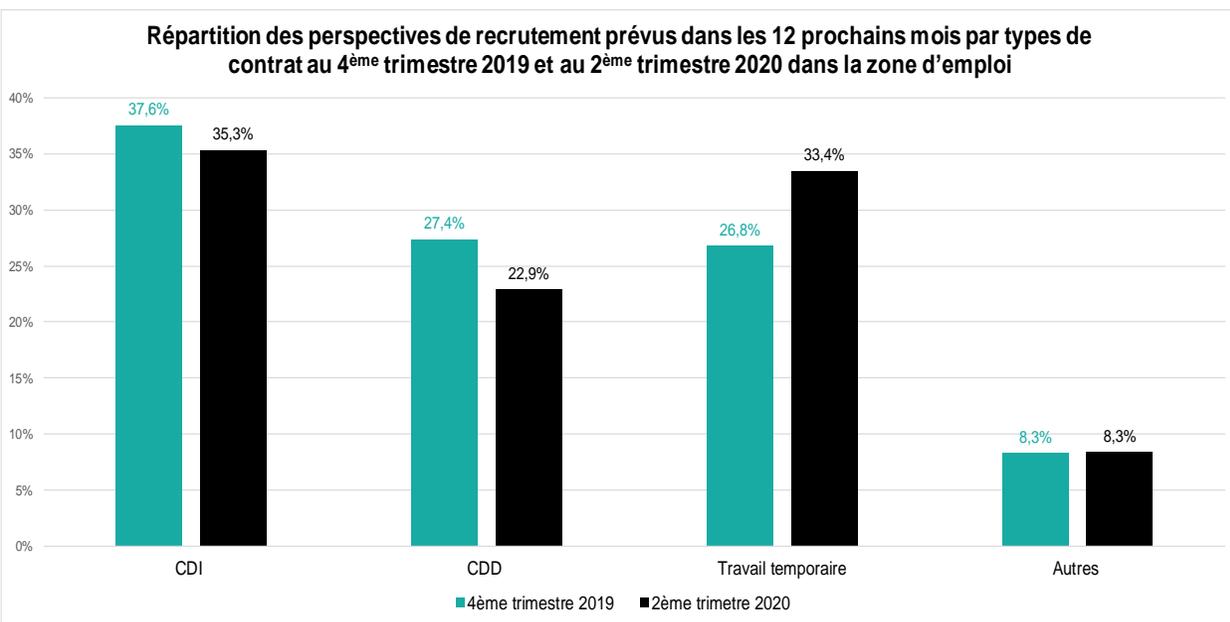
Evolution des recrutements prévus dans les 12 mois prochains

Evolution par types de contrat entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020

Evolution des perspectives de recrutement à 12 mois par types de contrat entre le 4^{ème} trimestre 2019 et 2^{ème} trimestre 2020

	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 - T2 2020		Evo. T4 2019 - T2 2020 France	
CDI	26 056	15 083	-10 973	-42,1%	-347 958	-23,5%
CDD	18 981	9 776	-9 205	-48,5%	-388 513	-35,7%
Travail temporaire	18 575	14 284	-4 291	-23,1%	-172 572	-21,8%
Autres recrutements	5 749	3 564	-2 185	-38,0%	-59 674	-20,5%
Total	69 361	42 707	-26 654	-38,4%	-968 716	-26,6%

Source : Adecco Analytics



Source : Adecco Analytics

Sans surprise, les perspectives de recrutements dans les 12 prochains mois estimées à l'échelle des zones d'emploi par Adecco Analytics apparaissent très sensiblement en baisse entre le 4^{ème} trimestre 2019 (avant crise) et le 2^{ème} trimestre 2020. Cette baisse apparaît de surcroît sensiblement plus intense que celle observée au niveau national.

L'analyse par type de contrat est révélatrice de certaines spécificités locales :

- fortement à la baisse, les perspectives locales de recrutements en CDI le sont beaucoup plus qu'au niveau national ;
- les perspectives de recrutements en CDD s'effondrent également localement à un rythme supérieur à celui observé au niveau national ;
- quant à celles du travail temporaire, elles se détériorent à un rythme plutôt conforme à la tendance nationale.

Alors que le poids des recrutements en CDI et en CDD dans l'ensemble des recrutements prévus baisse modérément pour les premiers malgré leur effondrement (il passe de 37,6 % des perspectives de recrutement au 4^{ème} trimestre 2019 à 35,3 % au 2^{ème} trimestre 2020) et intensément pour les seconds (27,4 % des recrutements en début de période contre 22,9 % en fin de période), celui de l'intérim augmente fortement, passant de 26,8 % des perspectives de recrutements à 33,4 %.

Le rôle de l'intérim, en dépit de perspectives de recrutement nettement à la baisse, devrait être de plus en plus structurant dans les mois à venir pour relancer le marché du travail local. Ce d'autant plus que les baisses qui l'affectent demeurent moins intenses que celles observées pour les contrats en CDI et CDD.

Compte tenu du contexte, il serait utile de procéder à une mise à jour régulière de ces informations pour confirmer cette hypothèse.

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

Perspectives de recrutements à 12 mois par secteur d'activité

Les secteurs d'activité qui pourraient le plus recruter dans les 12 prochains mois (perspectives établies au 2^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 - T2 2020	France - Evo. T4 2019 - T2 2020		
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	4 576	3 084	-1 492	-32,6%	-64 602	-21,3%
FORCE DE VENTE	4 010	2 782	-1 228	-30,6%	-23 760	-18,2%
SECRETARIAT ET ASSISTANCE	3 067	2 495	-572	-18,7%	-2 507	-1,6%
SECOND OEUVRE	3 622	2 238	-1 384	-38,2%	-51 229	-33,7%
NETTOYAGE ET PROPLETE INDUSTRIELS	3 316	1 867	-1 449	-43,7%	-27 697	-23,0%
SYSTEMES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION	3 350	1 749	-1 601	-47,8%	-395	-2,1%
COMMERCE NON ALIMENTAIRE ET DE PRESTATIONS DE CONFORT	2 025	1 674	-351	-17,4%	-1 171	-1,3%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	2 278	1 644	-634	-27,8%	-45 138	-28,0%
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	2 572	1 596	-977	-38,0%	-15 298	-15,8%
PRODUCTION CULINAIRE	2 647	1 368	-1 279	-48,3%	-34 318	-41,1%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	2 530	1 335	-1 195	-47,2%	-73 533	-41,8%
AIDE A LA VIE QUOTIDIENNE	2 379	1 308	-1 071	-45,0%	-22 023	-33,7%
GRANDE DISTRIBUTION	1 608	1 105	-503	-31,3%	-19 182	-25,0%
COMPTABILITE ET GESTION	1 393	1 087	-306	-21,9%	42	0,1%
COMMERCE ALIMENTAIRE ET METIERS DE BOUCHE	1 369	1 067	-302	-22,1%	-1 229	-1,8%
SERVICE	1 292	892	-400	-31,0%	-29 481	-43,9%
SOINS PARAMEDICAUX	1 099	805	-294	-26,7%	-6 275	-14,6%
ALIMENTAIRE	1 481	766	-715	-48,3%	-17 532	-22,8%
CONCEPTION ET ETUDES	974	739	-235	-24,1%	-3 171	-14,7%
SECURITE PRIVEE	1 143	694	-448	-39,2%	-5 886	-17,3%
PROFESSIONNELS MEDICO-TECHNIQUES	1 115	650	-464	-41,7%	-10 425	-26,0%
ANIMATION D'ACTIVITES DE LOISIRS	1 488	638	-850	-57,1%	-29 408	-63,4%
CONCEPTION, RECHERCHE, ETUDES ET DEVELOPPEMENT	823	625	-198	-24,0%	-3 867	-30,9%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	1 058	602	-457	-43,2%	-8 282	-20,0%
BANQUE	727	565	-162	-22,3%	-4 169	-19,2%
ACTION SOCIALE, SOCIO-EDUCATIVE ET SOCIO-CULTURELLE	897	531	-367	-40,9%	-12 975	-38,2%
BOIS	704	522	-182	-25,8%	17	0,1%
VEHICULES, ENGINES, AERONEFS	835	485	-350	-42,0%	-6 059	-21,1%
QUALITE ET ANALYSES INDUSTRIELLES	783	484	-299	-38,2%	-10 618	-31,6%
PRODUCTION	2 377	473	-1 904	-80,1%	-96 284	-86,6%
RESSOURCES HUMAINES	739	437	-302	-40,9%	-2 878	-9,7%
FORMATION INITIALE ET CONTINUE	1 148	431	-717	-62,5%	-27 246	-56,4%
PREPARATION ET CONDITIONNEMENT	519	427	-92	-17,7%	-362	-1,2%
ASSURANCE	625	354	-271	-43,4%	-1 163	-9,3%
CONDUITE ET ENCADREMENT DE CHANTIER - TRAVAUX	423	330	-94	-22,1%	-1 889	-16,6%
EQUIPEMENTS DOMESTIQUES ET INFORMATIQUE	534	317	-216	-40,5%	-757	-8,4%
PERSONNEL D'ENCADREMENT	369	302	-66	-18,0%	-3 790	-14,6%
PLASTIQUE, CAOUTCHOUC	560	287	-273	-48,8%	-13 146	-40,7%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	465	269	-196	-42,2%	-11 639	-32,9%
TRAITEMENTS THERMIQUES ET TRAITEMENTS DE SURFACES	330	237	-93	-28,2%	-6 224	-18,5%
ENTRETIEN TECHNIQUE	286	211	-75	-26,3%	-9 913	-39,2%
MONTAGE DE STRUCTURES	305	189	-116	-38,0%	-7 117	-41,1%
PROPRETE ET ENVIRONNEMENT URBAIN	269	187	-81	-30,3%	1 600	13,3%
CUIR ET TEXTILE	307	168	-140	-45,4%	-5 928	-42,5%
STRATEGIE COMMERCIALE, MARKETING ET SUPERVISION DES VENTES	209	150	-59	-28,2%	509	9,5%
PERSONNEL D'ETAGE EN HOTELIERIE	236	146	-90	-38,1%	-8 529	-53,3%
ENGINES DE CHANTIER	251	140	-111	-44,2%	-6 958	-38,5%
REEDUCATION ET APPAREILLAGE	164	130	-34	-20,5%	-33	-1,0%
HYGIENE SECURITE ENVIRONNEMENT -HSE- INDUSTRIELS	90	125	35	39,4%	559	57,7%
ACCUEIL EN HOTELIERIE	192	107	-85	-44,1%	-7 494	-57,0%
EDITION ET COMMUNICATION	151	107	-44	-29,3%	1 367	16,9%
ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS	276	106	-170	-61,7%	-15 756	-66,2%

Source : Adecco Analytics

Champ : Secteurs qui pourraient proposer plus de 100 recrutements à 12 mois au 2nd trimestre 2020

Dans les prévisions à 12 mois posées par Adecco Analytics au 2^{ème} trimestre 2020, aucun secteur d'activité parmi les plus significatifs (c'est-à-dire qui pourraient proposer plus de 100 recrutements) n'affichait des perspectives de recrutement à la hausse à l'exception du secteur d'activité Hygiène sécurité environnement – HSE – industriels.

Au 2^{ème} trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- *Magasinage, manutention des charges de déménagement* qui pourrait proposer plus de 3 084 recrutements à 12 mois en dépit d'une baisse significative entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020 (- 32,6 % contre - 21,3 % au niveau national) ;
- *Force de vente* (2 782 recrutements envisagés) bien qu'avant le démarrage de la crise, le secteur semblait encore plus porteur (4 010 recrutements possibles envisagés au 4^{ème} trimestre 2019) ;
- *Secrétariat et assistance* qui pourrait recruter plus de 2 495 personnes dans les 12 mois qui suivent le 2^{ème} trimestre 2020 ;
- Et enfin, le secteur *Second œuvre* pourrait également proposer un grand nombre de recrutements en dépit d'un effondrement des perspectives avec la crise (1 384 recrutements envisagés en moins entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020).

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

Nombre de recrutements envisageables en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient le plus recruter en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois (perspectives établies au 2^{ème} trimestre 2020)

	2019T4	2020T2	Evo. T4 2019 - T2 2020		France - Evo. T4 2019 - T2 2020	
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	2 894	2 375	-519	-17,9%	-20 482	-16,8%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	1 617	1 197	-420	-26,0%	-19 030	-28,1%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	1 830	1 144	-686	-37,5%	-30 383	-40,0%
SECOND OEUVRE	1 385	920	-466	-33,6%	-17 817	-34,2%
SECRETARIAT ET ASSISTANCE	1 031	876	-155	-15,1%	-3 626	-8,5%
NETTOYAGE ET PROPLETE INDUSTRIELS	771	712	-59	-7,6%	-1 187	-4,1%
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	623	601	-21	-3,4%	-2 939	-8,3%
FORCE DE VENTE	939	584	-354	-37,7%	-12 344	-32,3%
ALIMENTAIRE	623	553	-70	-11,2%	-4 746	-17,0%
PREPARATION ET CONDITIONNEMENT	407	380	-27	-6,7%	1 114	9,4%
COMPTABILITE ET GESTION	468	360	-108	-23,1%	-3 373	-20,8%
BOIS	277	332	55	19,9%	860	10,7%
COMMERCE ALIMENTAIRE ET METIERS DE BOUCHE	248	265	18	7,1%	-419	-3,2%
PLASTIQUE, CAOUTCHOUC	388	251	-136	-35,2%	-5 166	-36,3%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	338	230	-107	-31,8%	-2 399	-16,4%
TRAITEMENTS THERMIQUES ET TRAITEMENTS DE SURFACES	315	230	-85	-27,1%	-3 046	-18,7%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	322	216	-106	-32,9%	-3 629	-24,8%
SECURITE PRIVEE	225	216	-9	-3,9%	-396	-4,3%
QUALITE ET ANALYSES INDUSTRIELLES	276	184	-92	-33,3%	-3 603	-32,3%
COMMERCE NON ALIMENTAIRE ET DE PRESTATIONS DE CONFORT	200	160	-40	-19,9%	-2 168	-19,0%
CONCEPTION ET ETUDES	192	156	-35	-18,5%	-1 319	-20,7%
EQUIPEMENTS DOMESTIQUES ET INFORMATIQUE	230	152	-78	-34,0%	-379	-11,7%
GRANDE DISTRIBUTION	163	152	-11	-6,7%	-2 694	-25,0%
BANQUE	164	145	-19	-11,5%	-3 042	-58,4%
SOINS PARAMEDICAUX	120	143	23	18,9%	1 178	16,0%
PERSONNEL D'ENCADREMENT	190	133	-57	-29,9%	-2 041	-18,8%
CUIR ET TEXTILE	215	125	-91	-42,1%	-2 107	-39,3%
ENGINS DE CHANTIER	173	107	-66	-38,2%	-2 989	-36,8%
PRODUCTION CULINAIRE	170	100	-69	-40,8%	-3 071	-32,0%

Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur l'intérim, la dynamique des perspectives de recrutements à 12 mois posées par Adecco Analytics à l'échelle des zones d'emploi est plutôt conforme à celle pressentie au niveau national. Effectivement, alors que les perspectives de recrutements en intérim ont diminué de - 23,1 % localement entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020, elles pourraient baisser de - 21,8 % au niveau national.

Au 2^{ème} trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui d'après Adecco Analytics auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements en intérim à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- *Magasinage, manutention des charges de déménagement* qui aurait pu proposer 2 375 recrutements en dépit d'une baisse significative et de surcroît plus intense que celle observée au niveau national (des perspectives locales en baisse de - 17,9 % contre - 16,8 % au niveau national) ;
- *Travaux et gros œuvre* : bien que très affecté, ce secteur aurait proposé 1 197 recrutements dans les 12 mois au second trimestre ;
- *Mécanique, travail des métaux et outillage* qui aurait pu proposer 1 144 recrutements ;